

Ph. BOURRINET

# 'BORDIGUISME' ET 'GRAMSCISME'

« PRENDRE LE POUVOIR OU GÉRER LES USINES ? »



Amadeo Bordiga, portrait par Isaac Brodsky, 1920 / Photo d'Antonio Gramsci, 1922

**Paris**, décembre 2018, Éditions *moto proprio*  
(出版社摩托车我的)

3<sup>e</sup> tirage (janvier 2021)

Correspondance : [pol.krabek@protonmail.com](mailto:pol.krabek@protonmail.com)

**Prix : 5 €**

En souvenir de Sandro Saggiaro (1949–2015), irremplaçable  
historien du courant bordiguiste

En mémoire de Robert Paris (1937–2020), historien du  
fascisme et du communisme en Italie (1920–1926, probe  
éditeur de Gramsci en France et grand admirateur de  
Bordiga

## Le PCI à l'origine de la création de la République bourgeoise italienne



Umberto TERRACINI, ancien ordnoviste turinois, signant la Constitution de la République italienne, Rome, 27 décembre 1947.

## REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Dans le monde académique moderne, où la quantité produite prime trop souvent sur la qualité, l'histoire du communisme en Italie est généralement écrite ou réécrite dans le sens du togliattisme et /ou du gramscisme. Toutes les recherches menées dans des archives maintenant accessibles de l'ex-«mouvement communiste» (Komintern inclus) semblent avoir été vaines.

On peut encore lire, dans un ouvrage s'adressant non aux 'cadres' d'un Parti communiste français fantomatique, mais aux futures 'élites de la Nation', «aux élèves des classes préparatoires aux grandes écoles commerciales, littéraires et scientifiques» la perle suivante : «*En 1921, Antonio Gramsci, Antonio [sic] Tasca et Palmiro Togliatti fondent le Parti communiste (scission du Parti socialiste)*»<sup>1</sup>.

Wikipedia, qui n'a pas de prétentions académiques, et accède souvent aux meilleures sources, donne une présentation plus exacte de la réalité des fondateurs qui dirigeaient collégalement le PC d'Italie en janvier 1921 :

*Au sein de l'Exécutif du Parti, le travail est collégial, même s'il est fois évident que le chef indiscuté en est Bordiga, qui avec Terracini et Ruggero Grieco, en constitue le véritable noyau politique et organisatif; Repossi dirige le Comité syndical, tandis que Fortichiari est chargé du prétendu 'Ufficio primo' (travail illégal)*<sup>2</sup>.

Le Comité central, de 15 membres, était bien composé de Gramsci, par contre Angelo [et non Antonio!] Tasca<sup>3</sup> et Palmiro Togliatti brillèrent par leur

---

<sup>1</sup> Rodolphe Pauvert et Caroline Savi, *Dossiers de civilisation italienne*, ellipses, Paris, juillet 2014, p. 102.

<sup>2</sup> Wikipédia en italien : [http://it.wikipedia.org/wiki/Partito\\_Comunista\\_d'Italia](http://it.wikipedia.org/wiki/Partito_Comunista_d'Italia)

<sup>3</sup> Angelo Tasca (1892-1960), était le chef de la droite du PCd'Italie, issue du groupe de l'Ordine nuovo. En 1923 et 1926, il est arrêté et mis en prison. Le Komintern en fait son homme lige. À l'automne 1928, il représente le PCI dans les instances de l'Internationale. Installé à Moscou, il a la charge des partis communistes des pays latins. Proche de Boukharine, Tasca s'opposa à Staline sur la question du social-fascisme, «frère jumeau du fascisme». Au printemps 1929, il est exclu du parti et de l'internationale communiste, sur ordre de Moscou. La même année, il se réfugie en France, et entre à la rédaction du journal *Monde*, l'hebdomadaire d'Henri Barbusse. En 1934, il adhère à la SFIO en même temps qu'au Parti socialiste italien. Il rejoint le journal *Le Populaire*, quotidien de la SFIO, où Léon Blum lui confie la rubrique internationale. Il signe ses articles sous le nom d'emprunt *André Leroux*. Anti-«communiste» convaincu, mais aussi «antifasciste», il obtint la nationalité française. Tasca prend alors la direction du Parti socialiste

absence politique; en effet, ce comité était composé, entre autres, de : Bordiga\*, Ruggero Grieco<sup>4</sup>, Gramsci, Umberto Terracini<sup>5</sup>, Nicola Bombacci<sup>6</sup>, Francesco Misiano<sup>7</sup> et Bruno Fortichiari<sup>8</sup>.

---

italien en exil. Replié à Bordeaux, il refusa de gagner l'Afrique du Nord. Il suivit alors le gouvernement à Vichy et adhéra à la « Révolution nationale » pétainiste, occupant des fonctions officielles au Ministère de l'Information. À la Libération de Paris, en août 1944, il est arrêté. Peu de temps, cependant, car il est rapidement libéré grâce à son entourage. Après la guerre, il seconda Georges Albertini (1911-1983) – second de Marcel Déat pendant la guerre, auteur de l'« aphorisme » : « *Le communisme, entreprise juive* » – à la revue *Est et Ouest*. Celle-ci, qui bénéficiait de la plume de Boris Souvarine, fut un instrument précieux (grâce aux généreux fonds de la CIA) de la « lutte anti-communiste » pendant la Guerre froide. Tasca rassembla et publia sous le pseudonyme d'Angelo Rossi de fortes études sur le fascisme italien (*La naissance du fascisme : l'Italie de 1918 à 1922*, Gallimard, 1938) ainsi que sur l'attitude du PCF pendant la seconde guerre mondiale [cf. Catherine Rancon : *Angelo Tasca (1892-1960). Biographie intellectuelle*, 18 février 2011 (doctorat entrepris sous la direction de Michel Dreyfus), [http://dspace.unitus.it/bitstream/2067/2482/1/crancon\\_tesid.pdf](http://dspace.unitus.it/bitstream/2067/2482/1/crancon_tesid.pdf)].

<sup>4</sup> Ruggero Grieco (1893-1953), né à Foggia (Pouilles), fit partie de la direction de la Fraction de Bordiga à Naples. Désigné dès janvier 1921 membre du Comité central du PC d'Italie, il abandonna dès 1924 son primitif 'bordiguisme' pour le 'gramscisme'. Il fut chargé de la Section agraire et, avec Giuseppe Di Vittorio, mit sur pied l'Association de défense des paysans pauvres. Condamné par le fascisme à 17 années de prison, il s'était réfugié en URSS. Ses gaffes, involontaires ou voulues, permirent l'arrestation, puis la lourde condamnation de Gramsci et de Terracini : il écrivit de Moscou une lettre à Gramsci, en 1928, portant le timbre et le cachet soviétiques. Il fut le dirigeant officiel du PCI de 1934 à 1938. Il est le corédacteur, avec Emilio Sereni (futur historien des campagnes italiennes) et Giuseppe Di Vittorio, de *l'Appel aux frères en chemise noire*, publié dans le n° 8 de *Lo Stato operaio* (août 1936), Togliatti étant présenté comme son seul auteur. Élu à la Constituante en 1946, Grieco entama dès 1948 une brève carrière de sénateur à vie.

<sup>5</sup> Umberto Terracini (1895-1983), né à Gênes dans une famille d'origine juive, s'était installé à Turin. Adhérent très jeune aux Jeunesses socialistes, il en fut le secrétaire piémontais en 1914. Il fut l'un des membres de la direction de *l'Ordine nuovo*. Lorsque le PC d'Italie se constitua à Livourne, il suivit sans hésitation la ligne de Bordiga, s'opposant en 1921 et 1922 à la politique de Front unique du Komintern. En 1923-24, « retourné » par Gramsci et Togliatti, il représenta le PC d'Italie à Moscou. Retourné en Italie, il prit la direction de *l'Unità* à Milan. Arrêté en 1926, il fut condamné à plus de 22 ans de prison, et relégué dans les îles à partir de 1937. Comme Camilla Ravera, il fut expulsé de son parti pour opposition au Pacte germano-soviétique. Libéré en août 1943, il se réfugia en Suisse; sans pouvoir réintégrer le bercail stalinien, il retourna en Italie et dirigea à l'automne 1944 la prétendue « République partisane d'Ossola ». Il fut donc réadmis dans le PC en décembre 1944. Il gravit les échelons du *cursus honorum* de la toute nouvelle République italienne : président de l'Assemblée constituante (février 1947) et sénateur à vie à partir de 1948, tout en exerçant sa profession d'avocat.

<sup>6</sup> Ancien séminariste devenu instituteur, vice-secrétaire du Parti socialiste en juillet 1917, Nicola Bombacci (1879-1945) rédigea, en octobre 1919, conjointement avec Serrati, Gennari et Salvadori le programme de la fraction maximaliste, victorieuse au XVI<sup>e</sup> Congrès national de Bologne (5-8 octobre 1919). Élu secrétaire du Parti socialiste, en octobre 1919, devenu député de Bologne, il rencontra Lénine lors du deuxième congrès du Komintern (1920). Nommé au comité central du PC d'Italie en janvier 1921, il se situa vite dans son aile droite, voulant intégrer dans le nouveau parti ses amis maximalistes. Il fut vite exclu du comité central, puis du Parti. En novembre 1923, à la chambre des députés, il tint un discours en faveur d'une entente économique entre les « deux révolutions », la bolchevique et la fasciste. Exclu du parti, sans en référer à l'Internationale, Bombacci fut « sauvé » par celle-ci : en janvier 1924, il fut convoqué à Moscou, où

On est très loin de cette réécriture – abyssale ignorance ou malhonnêteté calculée ? – de l'histoire qui fait des SEULS chefs du courant ordinoviste de Turin les 'véritables' fondateurs du Parti communiste d'Italie.

Certains spécialistes de Gramsci ne nient pas le rôle majeur de Bordiga mais c'est pour mieux opposer un intouchable Gramsci, devenu «un auteur classique des sciences sociales», à un Bordiga «intransigeant», «dogmatique», bref un «pur sectaire», dans les années 1918-26. Les auteurs ne cachent pas aussi le vrai «péché de jeunesse» de Gramsci : son ralliement à Bordiga, qu'ils mettent sur le compte d'une faiblesse temporaire devant le «nouvel homme fort». On ne sera pas surpris que ces scholiastes manifestent une nette préférence pour le 'réformisme de gauche', en le plaçant entre d'hygiéniques guillemets :

En janvier 1921, au congrès de Livourne, la gauche du PSI, sous l'impulsion du Napolitain Amadeo Bordiga, opère une scission et met sur pied le Parti communiste italien (PCI). Les quatre camarades turinois, Gramsci, Togliatti,

---

il représenta la délégation italienne aux funérailles de Lénine; Zinoviev décida sa réintégration d'office. Malgré son activité à l'ambassade russe à Rome (de 1925 à 1930), il fut définitivement expulsé du PC en 1927 «pour indignité politique». Ayant obtenu un emploi, grâce à l'intervention de Mussolini, Bombacci se rapprocha clairement du fascisme en 1933, fondant en 1936 la revue *Verità*, qui flattait le régime. Après la chute de Mussolini, puis la constitution de la République de Salò, il se mit à son service et demeura le «conseiller social» du Duce jusqu'à son dernier souffle : il fut fusillé avec lui le 28 avril 1945. Ses dernières paroles furent : «*Vive le socialisme !*»...

<sup>7</sup> Francesco Misiano (1884-1936), né près de Reggio de Calabre, employé des chemins de fer, adhéra en 1907 à la section napolitaine du PSI. De 1910 à 1914, il fut membre de la franc-maçonnerie, contre laquelle Bordiga menait la bataille au sein du parti. Installé à Turin, il dirigea le syndicat des cheminots. Il quitta clandestinement l'Italie en 1915 pour éviter l'enrôlement et fut condamné pour désertion. Réfugié à Zurich, il devint directeur (1916-1918) de l'hebdomadaire *L'Avvenire del Lavoratore*, organe du PS suisse. En décembre il se rendit à Berlin où il participa à l'insurrection spartakiste. Il résista dans les locaux du *Vorwärts*, occupé par les insurgés, à l'attaque des corps francs. Il fut arrêté peu après et emprisonné pendant 10 mois dans les geôles allemandes. Libéré, il se rendit en 1919 à Fiume, où il tenta de soulever la population contre D'Annunzio, lequel lança un ordre de proscription, une fatwa avant la lettre. En janvier 1921, Misiano adhéra au PC, dont il fut député pour Naples. En juin 1921, lors de la session inaugurale du Parlement, il fut agressé par environ 30 députés fascistes. Poursuivi par la vindicte fasciste et d'annunzienne, il se réfugia à Berlin, siège du Secours rouge international, dont il fut l'un des dirigeants. Il reçut l'ordre en 1924 de fonder à Moscou une maison de production cinématographique kominternienne qu'il présida sous le nom de Mezrabpom. C'est à son action que l'on doit la diffusion en Allemagne du *Cuirassé Potemkine*. Soupçonné de nourrir ouvertement des sympathies bordiguistes dans l'émigration italienne, Misiano tomba en disgrâce après 1934 et fut accusé de «trotskysme». Il échappa à une exécution quasi-certaine en mourant à temps des suites d'une longue maladie.

<sup>8</sup> Pour une biographie de Bruno Fortichiari, voir Celso Beltrami et lunio Valerio Maggiani, *Vita e idee di Bruno Fortichiari. La figura e l'opera del militante rivoluzionario nel corso dei diversi momenti del suo cammino politico e biografico*, Ed. Prometeo, Milan, 2000.

Terracini et Tasca décident d'y adhérer... Des différends notoires, néanmoins, les séparent de Bordiga, dont l'optique est dogmatique, économiquement déterministe, centrée exclusivement sur le Parti, et mue par une intransigeance qui menace de tomber dans l'immobilisme (il est d'ailleurs l'une des cibles principales de Lénine [1920] dans son pamphlet *La Maladie infantile du communisme*).

Après 1921, Gramsci décide de taire momentanément ses différences avec Bordiga, qui est **l'homme fort** du Parti durant les premières années. Alors que le Komintern (la Troisième Internationale) exige de son parti membre, le PCI, d'établir un 'front unique' avec le PSI, Gramsci soutient fermement Bordiga quand **celui-ci refuse toute compromission (sic) avec ces 'réformistes' de la gauche**. Les deux hommes sont prompts à qualifier une telle option de 'liquidationnisme' (risque de dissolution de l'identité révolutionnaire du PCI), alors que Tasca – qui en vient à représenter l'aile droite du nouveau parti – y est favorable (une décennie plus tard Gramsci refera usage de l'expression 'front uni' dans les *Cahiers de prison*, cette fois dans un sens positif...<sup>9</sup>).

Devant ces réécritures de l'histoire, où l'internationalisme est comme le diable dans le bénitier, il est 'hygiénique' de rappeler ce que fut la VRAIE «identité révolutionnaire» du Parti communiste d'Italie (et non italien !) fondé en janvier 1921 au théâtre *San Marco* de Livourne. Était-elle «gramscienne» ou «bordiguiste» ?

Les réactions politiques successives de Gramsci de 1914 à 1920 montrent que ce dernier était loin d'être le moteur de la constitution du Parti communiste d'Italie. Cette réécriture de l'histoire, Togliatti, chef du premier parti stalinien occidental s'y est maladroitement essayé. Selon lui, «Gramsci fut le premier à comprendre, en Italie, la valeur internationale du bolchevisme et de la grande révolution socialiste d'octobre»<sup>10</sup>.

Prenons au mot Togliatti. Examinons le sens et le non-sens du mythe Gramsci, premier «guide» de la «révolution mondiale» en Italie de 1914 à 1926, date de son arrestation par le pouvoir fasciste.

---

<sup>9</sup> George Hoare et Nathan Sperber, *Introduction à Antonio Gramsci*, coll. Repères, La Découverte, avril 2013, p. 17.

<sup>10</sup> Palmiro Togliatti, *Gramsci*, Parenti, Florence, 1955, p. 32 [Réimpression d'un ouvrage publié à Milan en 1949]. Cité par Robert Paris dans son introduction à Antonio Gramsci, *Écrits politiques I. 1914-1920*, Gallimard, Paris, 1977.



## ITALIE 1915 : BELLICISME OU DÉFENSE DE L'INTERNATIONALISME ?

MUSSOLINI OU JAURÈS ?

Mussolini, membre de la «gauche» du Parti socialiste, qui avait mené une propagande énergique en 1912 contre la guerre en Libye, publia le 18 octobre 1914 dans *L'Avanti!* (dont il était le directeur) un article de déclaration de guerre contre la position neutraliste du PSI : «*De la neutralité absolue à la neutralité active et efficace*». Il franchissait ainsi le Rubicon, le passage à un interventionnisme actif et belliciste. Tirant partie des failles opportunistes du parti qui abandonnait la lutte contre la guerre en campant sur une position de «neutralité absolue», Mussolini eut beau jeu de proclamer «son» interprétation relativiste de la «neutralité» socialiste sous son «double aspect» : «*bienveillante envers l'Ouest, hostile envers l'Est. Amicale à l'égard de la France, hostile envers l'Autriche-Hongrie*». Et bien entendu, l'appel aux armes mussolinien se paraît des défroques de l'«internationalisme» :

«Si demain – en raison du jeu complexe des circonstances – il s'avérait que ***l'intervention de l'Italie peut hâter la fin de cet horrible massacre***, qui parmi nous, socialistes italiens, serait disposé à organiser une 'grève générale' ***pour empêcher une guerre qui, en épargnant des centaines de milliers de prolétaires en France, en Allemagne, en Autriche***, etc., serait ainsi dans le même temps une ***démonstration suprême de solidarité internationaliste***»<sup>11</sup>.

Un siècle plus tard, cet argumentaire mussolinien ne cesse d'être repris par tous les va-t-en-guerre humanitaires, particulièrement aujourd'hui dans les opérations militaires des puissances occidentales ou eurasiennes (Russie), dans le chaudron du Proche et du Moyen-Orient, du Kurdistan<sup>12</sup> à la Libye.

---

<sup>11</sup> Souligné par nous, article : «De la neutralité absolue à la neutralité active et conquérante», in *Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.* n° 154, Paris, oct. 2014, «1913-1915 : L'Italie de la neutralité à l'entrée en guerre».

<sup>12</sup> On trouvera un exemple de ce soutien à un camp impérialiste, occidental en l'occurrence, dans l'appel



Le cas Mussolini n'était pas isolé. Les dirigeants de la social-démocratie allemande, puis la majorité du Parti socialiste français avaient fait consciemment le choix d'adhérer à la politique belliciste de leur bourgeoisie nationale. Les dirigeants de «gauche» tant en Allemagne qu'en France avaient préparé la voie du ralliement patriotique, celle qui devait conduire au vote des crédits militaires pour une «armée de défense nationale».

Jaurès, dans *L'Armée nouvelle* avait élaboré en 1911 une nouvelle rhétorique patriotique :

***Internationale et patrie sont désormais liées. C'est dans l'internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie; c'est dans les nations indépendantes que l'internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles. On pourrait presque dire : un peu d'internationalisme éloigne de la patrie; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale; beaucoup de patriotisme y ramène***<sup>13</sup>.

Ce livre, disponible en traduction allemande à la veille de la guerre, servit, sans nul doute, de riche argumentaire pour justifier le ralliement de la social-démocratie à la défense de la patrie impériale<sup>14</sup>.

Jaurès, sert toujours aujourd'hui de phare pour ceux qui n'attendent que l'heure favorable pour mêler beaucoup de patriotisme à peu d'internationalisme<sup>15</sup>.

---

de certains groupes anarcho-syndicalistes ou «gauchistes» à soutenir activement, sinon militairement, les milices «radicales» kurdes au Rojava (<https://rojavasolidarite.noblogs.org/>).

<sup>13</sup> Souligné par nous.

<sup>14</sup> Jaurès, *Die neue Armee*, Eugen Diederichs, Léna, 1913. Néanmoins, la gauche social-démocrate, avait fait une critique en règle du livre de Jaurès. Rosa Luxemburg, en juin 1911, montrait que le jaressisme fleurait bon le chauvinisme français : «*Jaurès dépouille de son caractère véritablement démocratique et prolétarien tout son système de 'nation armée' et lui fait diriger contre l'Allemagne une pointe évidente qui n'est autre qu'une regrettable concession à l'état d'esprit régnant en France de politique chauvine et petite-bourgeoise toujours hantée par le spectre de l'ennemi héréditaire*» [«Die neue Armee», *Leipziger Volkszeitung* n° 130, 9 juin 1911]. Après Rosa, Ernst Däumig (1866-1922), futur chef des Indépendants (USPD) exprima ses plus vives réticences : «*Ses conceptions sont portées par l'inébranlable croyance en la force victorieuse de l'idée démocratique comme du socialisme réformiste. Mais la dure réalité des faits dans notre époque hypercapitaliste et impérialiste ne tolérera pas ce développement pacifique et linéaire*» [«Die neue Armee», *Die Neue Zeit*, 30<sup>e</sup> année, n° 45, 9 août 1912].

<sup>15</sup> Sur le site web d'une micro-secte se dénommant «Courant communiste international», on peut lire cette appréciation flatteuse de ce «talent» de Jean Jaurès : «*Qui était donc Jean Jaurès ? Tout simplement un produit du mouvement ouvrier, le produit collectif et historique d'une classe particulière de*

Néanmoins, la confusion entre patriotisme et internationalisme était si prégnante dans le mouvement socialiste que le tournant mussolinien en Italie se trouva dissocié du krach de la II<sup>e</sup> Internationale à l'été 1914. Avant qu'il ne soit parlé de la «trahison» de Mussolini, alors que celle-ci avait couvé dans la plupart des partis de l'Internationale socialiste, pour finalement éclater au grand jour le 4 août 1914, beaucoup n'y virent d'abord que le banal «révisionnisme» d'un tribun en quête de gloire hérétique.

Dans son article (non signé) de «réponse» (22 octobre 1914) à Mussolini, directeur de *L'Avanti!*, Bordiga nota la «*terrible révision envisagée par l'esprit hérétique et inquiet de Mussolini*», ce dernier livrant une «formule ayant l'inévitable *inconvenient* d'être abstraite... et contradictoire»<sup>16</sup>.

Bordiga, tout en souhaitant que l'État italien gardât sa neutralité sur le plan militaire prenait soin d'ajouter que : «*Le concept de neutralité concerne non les socialistes mais l'État...* » et que la lutte contre la bourgeoisie et son armée devait se poursuivre sans trêve :

*Nous ne voulons pas déposer les armes. Notre guerre est une guerre permanente, elle explose parfois... mais elle ne consent aucun armistice... lorsque nous soutenons que l'État doit rester neutre, nous restons ses ennemis déclarés, actifs et conquérants... Poursuivons notre propagande et notre action contre la bourgeoisie et le militarisme. N'accordons ni pause ni trêve, barrons la route au mirage de l'unanimité nationale qui a aveuglé nos camarades français et allemands*<sup>17</sup>.

Cette prise de position (anonyme) de Bordiga, tout à fait intransigeante dans la défense de l'internationalisme, était encore loin de revêtir le radicalisme qu'exprimeront quelques mois plus tard les révolutionnaires russes et allemands.

Karl Liebknecht, le premier, dans un tract de mai 1915 proclame : «*L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays !*», au moment

---

la société, *l'un de ses produits les plus remarquables* si l'on considère l'époque où Jaurès exerça ses talents ». Souligné par nous [<https://fr.internationalism.org/tag/30/388/jean-jaures>, 10 sept. 2014]

<sup>16</sup> Souligné par nous.

<sup>17</sup> Bordiga, «Per l'antimilitarismo attivo ed operante», *Il Socialista*, 22 octobre 1914 [*Scritti 1911-1926*, vol. II : *La guerra, la rivoluzione russa e la nuova Internazionale 1914-1918*, Graphos, Gênes, 1998, p. 86-88].

même où Rosa Luxemburg rédige en prison *La Crise de la social-démocratie*<sup>18</sup>. Lénine, peu après, en juillet-août 1915, dans *Le Socialisme et la guerre* [écrit pour la conférence de Zimmerwald, en Suisse, où il préconise la transformation universelle de la guerre impérialiste en guerre civile] affirme sans ambages :

*Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser l'action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme*<sup>19</sup>.

Bordiga, de son côté, attaquait de plus en plus vigoureusement la position purement attentiste de la direction du parti socialiste qui se donnait pour seule tâche de «continuer à proclamer : *le Parti socialiste est contre la guerre et pour la neutralité*»<sup>20</sup>.

Gramsci, à la différence de Bordiga, restait un complet novice, éduqué dans une Sardaigne marquée par un archaïsme venu du fond des âges. Il venait juste d'adhérer au PSI à la fin de 1913 ou au début de 1914. Il n'était pas ce «génie du marxisme» canonisé par Togliatti à sa mort, en 1937.

Gramsci était entré (avec Angelo Tasca) dans le cénacle des jeunes socialistes turinois sur des bases qui étaient un pot-pourri de théories idéalistes, spencériennes, matérialistes vulgaires ou soréliennes. Comme l'avouait honnêtement Tasca, dans les années 1950 :

Nous étions encore imprégnés de positivisme dont nous détachaient petit à petit non seulement des lectures personnelles, mais aussi *La Voce* et *L'Unità*<sup>21</sup>. **Dans le triple tribut que nous payions à Darwin, à Spencer et à Marx, celui-ci n'avait pas la meilleure part**<sup>22</sup>.

---

<sup>18</sup> Rosa Luxemburg, *Œuvres complètes IV, La Brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1907-1916)*, Agone/Smolny, Marseille, oct. 2014.

<sup>19</sup> Projet de Résolution de la gauche de Zimmerwald, 1<sup>er</sup> septembre 1915, in Lénine, *Œuvres*, tome 21.

<sup>20</sup> Manifeste de la direction du parti, in Alceo Riosa, *Il Partito socialista italiano dal 1892 al 1918*, Cappelli, Bologne, 1969.

<sup>21</sup> Il s'agit de *La Voce* de Prezzolini et de *L'Unità* du «radical-démocrate» Gaetano Salvemini.

<sup>22</sup> Angelo Tasca, «I primi dieci anni del PCI», *Il Mondo*, 18 août 1953 (reproduit dans AA.VV., *I primi dieci*

C'est ce que devait constater Gramsci lui-même dans ses *Lettres de prison*, rédigées au début des années 1930 :

[...] *il me semblait ... ainsi que beaucoup d'autres intellectuels de l'époque (on peut dire des 15 premières années du siècle) que nous nous trouvions sur un terrain commun qui était celui-ci : nous participions totalement ou en partie au mouvement de réforme morale et intellectuelle lancé en Italie par Benedetto Croce, et dont le premier point était que l'homme peut et doit vivre sans religion, et j'entends sans religion révélée, positive, mythologique, ou ce qu'on voudra*<sup>23</sup>.

Gramsci, dépourvu de tout bagage marxiste, plutôt imprégné de rhétorique littéraire, suivit d'abord les pas de Mussolini, naguère la coqueluche de la jeunesse socialiste. Il publia dans un journal socialiste, le 31 octobre 1914, un article dont le titre même copiait celui de Mussolini : «*Neutralité active et agissante*». Sa rhétorique était encore plus nationale et patriotique que celle de Mussolini :

[...] *Le Parti socialiste dans lequel nous déployons notre action est aussi italien, c'est-à-dire qu'il est une section de l'Internationale socialiste qui s'est fixé pour but de gagner à l'Internationale la nation italienne*<sup>24</sup>.

Son but était non de détruire l'État bourgeois, mais de l'absorber : «Le Parti est un *État en puissance*, qui mûrit petit à petit, en opposition à l'État bourgeois, qui tend... à se doter des organes nécessaires *pour le dépasser et l'absorber*». Et il ajoutait : «**(le parti) est autonome, il ne dépend nullement de l'Internationale**» sinon pour le 'but ultime'. Appuyant de façon embarrassée Mussolini, Gramsci reconnaissait que la «neutralité active et efficace» pourrait «**redonner à la vie de la nation son authentique et franc caractère de lutte de classe**»<sup>25</sup>.

Une telle position était plus proche des syndicalistes-révolutionnaires à la De Ambris qui allaient choisir le camp allié, puis pour certains des positions de Mussolini, que de celles des anarchistes radicaux. Errico Malatesta, sa figure emblématique, n'hésita pas à rompre avec Kropotkine, son ami, sur la question de l'interventionnisme, lorsqu'une minorité des

---

*anni del PCI*, Bari, Laterza, 1971, p. 86).

<sup>23</sup> Lettre à Tatiana Schucht, 17 août 1931, lettre 205, in *Lettres de prison (1926-1934)*, Gallimard, Paris, 1971.

<sup>24</sup> Gramsci, *Il grido del popolo* [hebdomadaire des intellectuels socialistes fondé en 1892]. Traduction in Robert Paris (éd.), *Antonio Gramsci, Écrits politiques, I. 1914-1920*, Gallimard, 1977, p. 63-67.

<sup>25</sup> Gramsci, *ibid.* Souligné par nous.

anarchistes choisit le camp de la guerre, en signant le *Manifeste des Seize*, en février 1916. Malatesta dénonça violemment – ainsi qu’Emma Goldman, Alexander Berkman, Rudolf Rocker, Voline, Sébastien Faure et Ferdinand Domela Nieuwenhuis – «*la guerre comme l’aboutissement inévitable du régime capitaliste et de l’existence des États en tant que tels*» ainsi que les «anarchistes de tranchées» qui avaient choisi la voie du militarisme et du bellicisme<sup>26</sup>.

L’introducteur «officiel» du bolchevisme en Italie ne se limita pas à donner un coup d’encensoir au «concrétisme» de Mussolini. Il accepta fin 1915 l’invitation de Mussolini lui-même à collaborer à son journal *Il Popolo d’Italia* et il écrivit un article sur la Sardaigne que Mussolini ne publia pas, pour le plus grand soulagement du futur «dirigeant du prolétariat turinois et italien»<sup>27</sup>.

Face à cette attitude plus qu’équivoque, la section de Turin étudia le «cas Gramsci» et décida de l’éloigner de l’*Avanti!*, lui suggérant de se remettre sagement à ses études. Suggestion qu’il suivit à moitié, puisqu’il accepta un poste de rédacteur au siège turinois du quotidien socialiste. À la différence de Bruno Fortichiari, à la tête de la section milanaise, et de Bordiga à Naples, il ne prit jamais une position claire contre la guerre avant l’éclatement de la Révolution russe.

Gramsci pensa *sub specie aeternitatis* dans la revue *La Città futura* (fév. 1917) qui n’eut qu’un seul numéro. Son icône est alors Benedetto Croce qualifié par lui de «*plus grand penseur européen à l’heure actuelle*»<sup>28</sup>. L’ordre qu’il veut instaurer est un ordre juridique «citoyen» :

*Les socialistes ... doivent instaurer l’ordre en soi. La maxime juridique qu’ils veulent réaliser est : **possibilité de réalisation intégrale de sa propre personnalité humaine accordée à tous les citoyens...** C’est un principe d’ordre, de l’ordre socialiste*<sup>29</sup>.

---

<sup>26</sup> Errico Malatesta, Réponse au Manifeste des Seize, *Freedom*, Londres, avril 1916 : «*Aujourd’hui, comme toujours, que ceci soit notre devise : À bas les capitalistes et les gouvernements, tous les capitalistes et tous les gouvernements*».

<sup>27</sup> Voir Giuseppe Berti, *Appunti e ricordi 1919-1926*, Annali Feltrinelli, Milan, 1966, p. 42 et suiv., et Angelo Tasca, *I primi dieci anni del PCI*, Bari, Laterza, 1971.

<sup>28</sup> Riechers, *op. cit.*, p. 61.

<sup>29</sup> (non signé) «Tre principii, tre ordini», *La Città futura*, 11 février 1917. Traduction in Robert Paris (éd.), *Antonio Gramsci, Écrits politiques I. 1914-1920*, *op. cit.*, p. 101.

Les ouvriers turinois n'en furent guère convaincus : ils réagissaient « toujours violemment » à ses articles culturels, se demandant pourquoi « [Gramsci] insistait tant sur l'éducation culturelle des prolétaires », qui pour eux ne se rattachait ni à Croce, ni à Gentile, ni à Bergson, ni à Sorel, ni à Proudhon, mais bel et bien à Karl Marx<sup>30</sup>.

En octobre 1919 encore, dans *L'Ordine Nuovo*, Gramsci tenta de faire une synthèse entre Proudhon, Sorel (« amis désintéressés du prolétariat » !) et Marx :

*« Dans ce qu'il a écrit de meilleur, (Sorel) démontre qu'il a réuni en lui un peu des vertus de ses deux maîtres : l'âpre logique de Marx et la chaleureuse et plébéienne éloquence de Proudhon... Nous sentons bien que Georges Sorel est véritablement resté ce que Proudhon avait été, c'est-à-dire un ami désintéressé du prolétariat », un « ami » qui « ne pouvait laisser indifférents les ouvriers turinois »<sup>31</sup>.*

---

<sup>30</sup> Paolo Spriano (éd.), *Antologia de 'L'Ordine Nuovo' (1919-1920)*, Einaudi, Turin, 1963, p. 535.

<sup>31</sup> (sans signature) « Cronache dell'Ordine Nuovo », *L'Ordine Nuovo* n° 21, 11 octobre 1919.

## LE TOURNANT DE LA RÉVOLUTION RUSSE : ANTONIO GRAMSCI, «BOLCHEVIK» ANTIJACOBIN ET SORÉLIEN

Pour Togliatti, commensal de Staline pendant la Grande Terreur, «*Gramsci fut le premier à comprendre, en Italie, la valeur internationale du bolchevisme et de la grande Révolution socialiste d'Octobre*»<sup>32</sup>. Il ajoutait que les chefs ordinovistes «*attendaient avec anxiété les écrits de Lénine, les documents du Parti bolchevik; on les traduisait, on les lisait et on les discutait collectivement, on les expliquait, on les faisait circuler dans les usines. Gramsci était l'âme de ce travail*»<sup>33</sup>.

Les 18 et 19 novembre 1917, à Florence, Gramsci participa – en tant que secrétaire de l'exécutif provisoire de la section turinoise – à une session clandestine de la Fraction révolutionnaire intransigeante du PSI, où Bordiga prit une position très radicale en lançant un appel aux armes contre la bourgeoisie italienne. Mais *Gramsci resta silencieux*. Et pour cause. C'était en plein désastre de Caporetto. Alors que la gauche dénonçait un monstrueux carnage et en appelait au «défaitisme révolutionnaire», le député socialiste Filippo Turati, dans l'hémicycle du palais de Montecitorio, entonnait le péan «*pour la défense de la patrie à l'heure du danger suprême*». Selon un témoignage d'Umberto Calosso (*Sarmati*), collaborateur de *L'Ordine Nuovo*, en 1933, «*[Gramsci] considérait, sinon en public, mais assurément dans l'intimité, comme insoutenable la position neutraliste et, après Caporetto, il fut hostile aux thèses de Serrati de non-résistance à l'invasion*»<sup>34</sup>.

Gramsci préféra se retirer de l'activité politique pour se consacrer au *Club di vita morale* (Club de vie morale) qu'il avait fondé en décembre de la même année avec quelques amis plus jeunes, dont la brève visibilité

---

<sup>32</sup> Palmiro Togliatti, op. cit., p. 32.

<sup>33</sup> Ibid., p. 21. Souligné par nous.

<sup>34</sup> Renzo De Felice, *Studi e problemi intorno alla figura et l'opera di Antonio Gramsci*, Clio n° 3, Rome, oct. 1965. Pietro Tresso, un des intimes de Gramsci dans le groupe dirigeant du PC italien – après son exclusion en 1930, il milita dans les rangs trotskystes –, soulignait néanmoins les scrupules et la capacité d'autocritique de Gramsci. Avant son arrestation en novembre 1926, ce dernier avait songé à publier un recueil de ses écrits antérieurs. Pietro Tresso, souligna en 1937, dans son éloge funèbre de Gramsci, que celui-ci avait déjà rédigé une centaine de pages de la préface à ce recueil «*dans laquelle il se critiquait soi-même avec cette honnêteté intellectuelle qui le caractérisait*» (*La Lutte ouvrière*, 15 mai 1937).

publique fut *La Città futura*, revue très marquée par l'idéalisme crocien. L'«ordre socialiste», l'«ordre en soi» qu'imaginait Gramsci en février 1917, à la veille de la Révolution russe, était une libération intellectuelle et morale de l'individu considéré comme un «citoyen» détaché de toute appartenance de classe : «*La maxime juridique que [les socialistes] veulent réaliser est : possibilité de réalisation intégrale de sa propre personnalité humaine accordée à tous les citoyens*»<sup>35</sup>.

Comment Gramsci interpréta-il la Révolution russe de mars à novembre 1917 (calendrier européen) ? Si Février 17 avait – selon lui – conduit au triomphe de la révolution socialiste, il ignorait une réalité : les bolcheviks devaient d'abord se confronter aux tâches jacobines d'une révolution bourgeoise antiféodale. Partageant la ferveur antijacobine de Sorel, Gramsci s'exclamait :

*La Révolution russe n'a pas connu le jacobinisme. [...] Le jacobinisme est un phénomène purement bourgeois : il caractérise la révolution bourgeoise française... En Russie, il n'y a pas eu de jacobins*<sup>36</sup>.

Gramsci ignorait manifestement la position de Lénine très favorable au jacobinisme en juillet 1917, qu'il n'assimilait pas du tout à la bourgeoisie : «*Les historiens de la bourgeoisie voient dans le jacobinisme une débécance («verser dans le...»). Les historiens du prolétariat voient dans le jacobinisme l'un des points culminants les plus élevés atteints par une classe opprimée dans la lutte pour son émancipation*»<sup>37</sup>.

Pour Gramsci, la Révolution russe instaurerait – directement, et sans aucune violence – «la liberté», «la libre expression de la conscience universelle», «poursuivant un idéal qui ne peut se limiter à être celui de quelques-uns». Pour lui, la Révolution russe aurait été une véritable «révolution» kantienne : L'homme amoral des bas-fonds de Gorki «est devenu... l'Homme, tel qu'Emmanuel Kant, le théoricien de la morale absolue l'a

---

<sup>35</sup> Robert Paris (éd.), *Antonio Gramsci. Écrits politiques I*, op. cit., «Tre principii, tre ordini», *La Città futura*, 11 février 1917, p. 101 (souligné par Gramsci; non signé). Un autre article l'accompagnait : «*Odio gli indifferenti*», au ton très 'ado' exalté : «**Je vis, je suis partisan. C'est pourquoi je hais ce qui n'est pas partisan, je hais les indifférents**» (ibid., p. 104).

<sup>36</sup> «Notes sur la révolution russe», et «Les maximalistes russes», *Écrits politiques I*, op. cit., p. 119-124 (*Il Grido del Popolo*, 29 avril et 28 juillet 1917).

<sup>37</sup> Lénine, «Le 'jacobinisme' peut-il servir à intimider la classe ouvrière», *Pravda* n° 90, 7 juillet (24 juin) 1917, *Œuvres*, tome 25, p. 123-125, Éditions de Moscou.



*exalté, l'homme qui dit 'Hors de moi l'immensité du Ciel, en moi l'impératif de la Conscience'»<sup>38</sup>.*

En fait, pour Gramsci, les conditions historiques avaient un caractère purement accidentel et le communisme aurait été déjà à portée de main. Lénine et les bolcheviks, démiurges du futur, allaient «à tout moments» (sic) 'communiser' la Russie :

*Lui et ses camarades bolcheviks sont persuadés qu'il est possible de réaliser le socialisme à tout moment. [...] La pensée révolutionnaire nie que le temps soit un facteur de progrès... Elle nie [...] les étapes intermédiaires entre la conception du socialisme et sa réalisation [...]*<sup>39</sup>.

Alors que Kerenski travaillait la main dans la main avec la contre-révolution, Gramsci trouva le nouveau héraut de la radicalité, supérieur même à Lénine, en la personne du socialiste-révolutionnaire Tchernov, devenu ministre de l'agriculture :

*Un homme nouveau a surgi, s'est dressé contre [Kerenski] : Tchernov. Le maximalisme russe a trouvé son chef. Lénine était le maître de vie (sic), l'agitateur des consciences, l'éveilleur des âmes dormantes. Tchernov est le réalisateur, l'homme qui a un programme concret à réaliser, un programme entièrement socialiste..., un programme que les bourgeois ne peuvent accepter, parce qu'il renverse le principe de la propriété privée..., parce qu'il ouvre la porte, dans l'histoire du monde, au socialisme collectiviste<sup>40</sup>.*

À notre connaissance, jamais Gramsci ne vint «corriger» cet éclatant panégyrique de Tchernov qui en 1918 s'apparentait à un pur soutien des gouvernements blancs formés, comme à Samara, par les socialistes-révolutionnaires de droite et du centre. Personne ne vint d'ailleurs lui en faire le moindre reproche.

Toujours est-il que Gramsci, dans son article fameux »*La rivoluzione contro il 'Capitale'*», publié peu après la prise du pouvoir en Octobre par les bolcheviks<sup>41</sup>, reprenait la même antienne d'une «négation des étapes

---

<sup>38</sup> A.G., «Note sulla rivoluzione russa», *Il Grido del Popolo*, 29 avril 1917, traduction in Robert Paris (éd.), Gramsci. *Écrits I...*, *ibid.*, p. 121. Souligné par nous.

<sup>39</sup> A.G., «I massimalisti russi», *Il Grido del Popolo*, 29 juillet 1917, «Les maximalistes russes», *Écrits...*, op. cit., p. 123. Souligné par nous. Cette idée est reprise par certains «communisateurs» d'aujourd'hui, partisans d'un 'fast communism'.

<sup>40</sup> «Kerenski-Černov», Gramsci. *Écrits...*, op. cit., p. 128. Souligné par nous.

<sup>41</sup> Cet article de fond, publié le 24 novembre 1917 dans *l'Avanti!*, permit à Gramsci de gagner une soudaine

intermédiaires». Pour lui, le prolétariat russe pouvait passer à une «construction» rapide du «socialisme» en Russie :

*Le prolétariat russe, avec une éducation socialiste, commencera son histoire au stade maximum de production auquel est arrivée l'Angleterre d'aujourd'hui, car, devant commencer, il commencera à partir de ce qui est déjà parfait ailleurs. Et à partir de cette perfection, il recevra l'impulsion qui lui permettra d'atteindre cette maturité économique qui est, selon Marx, la condition indispensable du collectivisme. Les révolutionnaires créeront eux-mêmes les conditions nécessaires pour la réalisation pleine et entière de leur idéal. Ils les créeront en moins de temps que ne l'aurait fait le capitalisme*<sup>42</sup>.

En quoi le capitalisme anglo-saxon était-il «*parfait*»? Productivité extrême du capital? Rationalité capitaliste dans l'exploitation de la force de travail? Développement du fordisme considéré comme l'avènement de la «modernité»? Gramsci ne donnait nulle réponse. Pour lui, l'«éducation socialiste» servait de base au productivisme capitaliste.

Pour Gramsci, la Révolution russe semblait ne s'appuyer sur aucune base matérielle; elle planait sur les nuages de l'Idéal et de la Volonté. Les bolcheviks en auraient d'ailleurs fourni la démonstration historique, en se ralliant à l'idéalisme de Benedetto Croce et d'Immanuel Kant :

[Les bolcheviks] *ne sont pas 'marxistes', voilà tout... Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, qui est la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande, et qui avait été, chez Marx, altérée par des scories positivistes et naturalistes*<sup>43</sup>.

En quoi Marx aurait-il été contaminé par le positivisme d'Auguste Comte, Gramsci se gardait bien de développer cette audacieuse assertion. Marx lui-même, au moment de l'écrasement de la Commune, s'était montré très tranchant à propos d'Auguste Comte, prophète de la religion de l'humanité : «...comme homme de parti, je prends une position tout à fait hostile à l'égard du comtisme et..., comme homme de science, j'ai de lui une très mince opinion»<sup>44</sup>.

---

visibilité hors les murs de Turin.

<sup>42</sup> «La révolution contre le 'Capital'», *Écrits...*, op. cit., p. 135-136. L'article, moins «caviardé», fut republié sous la signature d'A.G. dans *Il Grido del Popolo* du 5 janvier 1918. Souligné par nous.

<sup>43</sup> «La révolution contre le 'Capital'», loc. cit., p. 138. Pour les trotskystes italiens, par contre, «un trait saillant de l'analyse gramscienne, c'est sa rigueur matérialiste» [Livio Maitan, *Attualità di Gramsci e politica comunista*, Milan, Schwarz, 1955, p. 9].

<sup>44</sup> Lettre de Marx à Edward Spencer Beesly, 12 juin 1871, in Roger Dangeville (éd.), *Marx-Engels. La commune de 1871*, 10/18, 1971, p. 132.

Pour Gramsci, la principale tâche idéologique était le rejet du *Capital*, devenu, selon lui, la bible de la bourgeoisie russe : «Le *Capital de Marx* était, en Russie, le livre des bourgeois, plus qu'il n'était celui des prolétaires»<sup>45</sup>.

Cette naïve affirmation à l'emporte-pièce, au ton très sorélien, doit néanmoins être considérée sous l'angle historique. Lénine et les bolcheviks l'avaient déjà souligné : le marxisme légal – regroupé autour de Piotr Struve, Tougan-Baranovsky, Berdiaev et Serge Boulgakov, etc. – était bien le pire adversaire du mouvement révolutionnaire, par ses appels à soutenir le développement du capitalisme en Russie et à favoriser la venue au pouvoir d'une bourgeoisie «démocrate-constitutionnelle».

Gramsci était bien incapable, prisonnier de son cadre de réflexion idéaliste, d'envisager les problèmes sous l'angle de histoire et à la lumière des luttes politiques et idéologiques jusque dans la rue. Pour lui, la révolution bolchevique était le triomphe de l'action pure transidéologique. Les bolcheviks auraient ainsi témoigné d'un «**reniement**» tout à fait positif du marxisme, rétrogradé au rang de simple «**idéologie**» :

*Les faits ont surpassé les idéologies. Les faits ont fait exploser les schémas critiques à l'intérieur desquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler selon les canons du matérialisme historique. Les **bolcheviks renient Karl Marx**, ils affirment avec le témoignage de l'action exercée, des conquêtes réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi inébranlables que l'on pourrait le penser et qu'on l'a pensé»<sup>46</sup>.*

À cette profession de foi gramscienne dans le plus pur style sorélien : «pourquoi je ne suis pas marxiste», il est intéressant d'opposer celle du marxisme critique de Karl Korsch de 1934 : «pourquoi je suis marxiste».

Pour Korsch, le sorélisme ouvrait la voie non seulement à l'irrationalisme, mais au fascisme :

*L'irrationalisme, auquel Sorel recourut pour transformer en 'mythes' certaines thèses capitales de Marx, l'amènèrent... à «désosser» en quelque sorte ces thèses, dans la mesure où il s'agissait de leur portée pratique pour la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat, et fraya sur le plan idéologique la voie au fascisme de Mussolini.*

Et surtout, Korsch rappelait que le marxisme n'a pas pour fonction de développer un capitalisme «moderne» pour le plus grand bénéfice de la

---

<sup>45</sup> «La révolution contre le '*Capital*», p. 135.

<sup>46</sup> Ibid. Souligné par nous.

«nation» – qu'elle soit italienne ou autre – mais d'étudier de façon critique révolutionnaire un système parvenu à son déclin, ayant cessé d'être porteur de toute fonction « progressiste » :

[le marxisme] *a pour objet non la société capitaliste existante, dans son état affirmatif, mais la société capitaliste déclinante.*

Il s'agissait donc de renouveler le marxisme, non en le niant, comme le faisait Gramsci, mais de l'adapter de façon résolument révolutionnaire pour le seul intérêt du prolétariat, et non de la petite-bourgeoisie intellectuelle marxisante :

*Devant l'universalité et la profondeur de la crise mondiale actuelle, comme devant l'accentuation toujours plus poussée des luttes de classe prolétarienne qui surpassent en intensité et en ampleur tous les conflits que les phases antérieures du développement capitaliste ont connus, notre tâche est aujourd'hui de donner à la théorie révolutionnaire de Marx une forme et une expression correspondantes, et, par ce moyen, d'étendre et d'actualiser le combat révolutionnaire du prolétariat<sup>47</sup>.*

Bordiga, de son côté, ne put répondre à Gramsci, étant pieds et poings liés par le service militaire, jusqu'à l'automne 1918. C'est donc Gramsci, le sorélien antijacobin, qui continua à exprimer la position des «maximalistes», c'est-à-dire des partisans de Lénine, auquel il s'était finalement rallié. Il dut alors reconnaître que les bolcheviks suivaient bien la théorie de Marx.

À la fin de l'année 1918, Bordiga, démobilisé, pouvait mettre en place la publication du *Soviet*, organe socialiste pour la province de Naples. Il attaquait durement le wilsonisme de la direction du PSI :

*Filippo Turati entrevoit l'alternative : Wilson ou Lénine. Pour nous aussi, il existe une alternative : capitalisme ou socialisme... nous demeurons avec Lénine, pour le socialisme<sup>48</sup>.*

L'année 1918 se termina par un hymne gramscien à Lénine et au «léninisme», dont le spectre communiste – selon lui – hantait jusqu'au très bourgeois Parti républicain :

*Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme... Le spectre est devenu un incubé qui hante les vieilles bigotes des Églises politiques désertées par la foi : il a pris un nom, Lénine, un nom démoniaque qui bouleverse les consciences endurcies et les agite de fureur*

---

<sup>47</sup> Karl Korsch, «Why I am a Marxist», 10 octobre 1934, *Modern Monthly*, New York, vol. IX, n° 2, 1935 : <https://www.marxists.org/archive/korsch/1934/why-marxist.htm>

<sup>48</sup> (non signé) «Wilson?», *Il Soviet* n° 3, 1<sup>er</sup> janvier 1919, p. 1.

*aveugle, de délires spasmodiques... La politique est léninisme, l'existence des partis est léninisme, le libre examen est léninisme, construire des programmes est léninisme, la vie est léninisme*<sup>49</sup>.

Pour le courant 'bordiguiste', dont le premier numéro d'*Il Soviet* venait de paraître le 22 décembre, la préoccupation majeure n'était pas l'exaltation d'une doctrine, fût-elle «léniniste», mais le sort même de la révolution mondiale en Allemagne, après la chute du Kaiser et la venue au pouvoir du SPD et de l'USPD. L'année 1918 se terminait, chez Bordiga et ses partisans, par un total appui aux spartakistes face à la social-démocratie majoritaire et aux Indépendants de l'USPD :

*«En Allemagne, les vrais révolutionnaires sont les spartakistes. Toute notre sympathie et solidarité inconditionnelle s'adresse à eux, alors que l'attitude des majoritaires et d'une partie des Indépendants, pleinement solidaires avec la bourgeoisie contre le 'péril bolchevik', est carrément ignoble ... »*<sup>50</sup>.

---

<sup>49</sup> «Il spectro», *Avanti!*, Turin, 13 déc. 1918, in Robert Paris (éd.), *Antonio Gramsci. Écrits politiques I*, op. cit., p. 208-209.

<sup>50</sup> «Verso il massimalismo in Germania», *Il Soviet* n° 2, 29 décembre 1918, Naples.

## ORDINOVISME ET BORDIGUISME EN 1919–1920 : «DESTIN NATIONAL» DU PROLÉTARIAT ITALIEN ?

La fondation du Parti communiste d'Italie à Livourne en janvier 1921 peut être considérée comme l'amalgame de l'ordinovisme et du «bordiguisme». Cette fondation intervenait tardivement, après une succession ininterrompue de défaites du prolétariat en Allemagne et en Hongrie. Livourne était quasiment contemporain de l'insurrection des ouvriers et marins de Kronstadt qui allait éclater en mars de la même année, avant d'être écrasée dans le sang.

À la différence du courant bordiguiste, dont le socle théorique était déjà consolidé, l'ordinovisme se révéla dès le départ plein de singulières ambiguïtés.

Gramsci, avec Tasca, Terracini et Togliatti, avait fondé en mai 1919 le groupe de «L'Ordine Nuovo». Le courant ordinoviste surgit donc bien après la fondation du groupe napolitain «Il Soviet», dont le journal éponyme est publié peu avant Noël 1918. «Il Soviet», qui avait en outre une forte influence à la Bourse du travail (*Camera del lavoro*), devient très vite le flambeau de la Fraction communiste abstentionniste du PSI, sur tout le territoire italien et jusqu'à Turin, où ses positions antiparlementaires deviennent majoritaires dans les usines dès 1919. C'est ce groupe, et non celui de Gramsci, qui réclame l'exclusion immédiate des réformistes et la transformation du PSI, qui avait déjà adhéré à l'été 1919 au Komintern, en véritable parti révolutionnaire<sup>51</sup>.

La finalité du groupe ordinoviste est, au début, fort évanescence. En août 1920, dans une page de honnête contrition, Gramsci écrit :

*Hélas ! Le seul sentiment qui nous ait unis, dans nos réunions, venait d'une vague passion pour une vague culture prolétarienne; nous voulions agir, agir, et encore agir; nous nous*

---

<sup>51</sup> Pour la préhistoire du PC d'Italie, voir Helmut König, *Lenin und der italienische Sozialismus 1915-1921. Ein Beitrag zur Gründungsgeschichte der Kommunistische Internationale*, Tübingen, 1967. König contacta directement Bordiga pour écrire son ouvrage, qui fut traduit en italien : *Lenin e il socialismo italiano (1915-1921). Il Partito Socialista Italiano e la Terza Internazionale*, Florence, Vallecchi, 1972.

*sentions inquiets sans directives, plongés dans la vie ardente des mois qui suivirent l'Armistice, en un moment où le catachysme de la société italienne nous semblait imminent*<sup>52</sup>.

Néanmoins, *L'Ordine Nuovo* apporta, sans nul doute, une contribution essentielle à la diffusion des documents de la Révolution russe et de l'Internationale communiste naissante. Des articles de Lénine, Boukharine, Zinoviev, Trotski et Radek occupèrent une place de plus en plus importante.

Mais, à plusieurs reprises, *L'Ordine Nuovo*, depuis ses premiers numéros de 1919, avait manifesté un goût prononcé pour l'éclectisme où Karl Marx devait s'associer à Louis Blanc. Ce dernier était même bien «supérieur» à Marx dans l'étude du «communisme». Pour Angelo Tasca, Louis Blanc «offre une bonne structure constitutionnelle dont nous pouvons nous servir pour nos études sur le système communiste»<sup>53</sup>. *L'Ordine Nuovo* publia même des extraits d'Eugène Fournière, qui préconisait la fondation d'un «État socialiste» basé sur la seule production capitaliste. Fournière, en bon disciple de Jaurès, avait affirmé que «**le socialisme est un libéralisme d'extrême-gauche**» dont le but est de «**pousser jusqu'au bout et sans réserves toutes les conséquences de son individualisme**»<sup>54</sup>.

Cette conception, portons-le à son crédit, était étrangère à Gramsci. En août 1920, il se livra à une rude critique de la revue dirigée par Angelo Tasca :

[...] voilà ce que fut *L'Ordine Nuovo* dans ses premiers numéros : **une pure incohérence, le produit d'un intellectualisme médiocre, qui cherchait, en trotinant, un port idéologique où s'ancrer et une voie d'action à suivre**<sup>55</sup>.

Néanmoins, jusqu'en 1918, Gramsci resta sur la même longueur d'onde qu'Angelo Tasca. Son «marxisme» accordait à la bourgeoisie une fonction

---

<sup>52</sup> A. Gramsci, «Il programma dell'Ordine Nuovo», *L'Ordine Nuovo*, 14 août 1920.

<sup>53</sup> «L'organizzazione del lavoro», *L'Ordine Nuovo* n° 6, 14 juin 1919. Et encore, au début du mois de septembre 1920, aux métallurgistes qui venaient à peine de commencer l'occupation des usines, on imposa la lecture les réflexions du gentilien Armando Carlini sur *Che cos'è la vita*, déjà publiées en 1917 dans *La Città futura* (*L'Ordine Nuovo*, n° 15, 4 septembre 1920).

<sup>54</sup> Eugène Fournière (1857-1914), dans son livre *Essai sur l'individualisme*, Alcan, 1907, p. 145 et 140. Souligné par nous.

<sup>55</sup> Antonio Gramsci, «Il programma dell'Ordine Nuovo», 12, 14 et 28 août 1920 (traduction française, in Robert Paris (éd.), *Antonio Gramsci. Écrits politiques I 1914-1920*, Gallimard, 1974, p. 368-377. Antonio Gramsci affirmait avoir, avec Togliatti, «ourdi un coup d'État rédactionnel» pour faire de la revue «*le Journal des Conseils d'usine*» à Turin. [En gras, souligné par nous].

progressiste dans le développement de l'appareil productif italien. Ce «progressisme» était d'ailleurs tout relatif, puisque, selon Gramsci, les industriels italiens entravaient le développement du capital de la «Nation». Ils cessaient même d'être d'authentiques agents du Capital productif : «*Les industriels sabotent la production. Les industriels ne sont plus un ordre de la hiérarchie capitaliste du processus productifs*»<sup>56</sup>.

La prépondérance du capital financier sur le capital industriel signifiait pour Gramsci la fin d'un capitalisme «sain», faisant preuve d'une évidente «mauvaise volonté» productiviste, sans souligner le moins du monde que le capital italien passait d'une économie de guerre à une économie de paix, entraînant une décroissance de la production et des juteux profits de guerre :

*Le nombre des non-producteurs augmente de façon malsaine, il dépasse la limite du tolérable pour le potentiel de l'appareil de production. On travaille et on ne produit pas, on travaille durement et la production ne cesse de décroître. C'est qu'il s'est formé un gouffre béant, un gosier immense qui engloutit et anéantit la productivité. **Les heures de travail non payées du travail ouvrier ne servent plus à augmenter la richesse des capitalistes***<sup>57</sup>.

Dans la nouvelle situation italienne, les heures de travail non payées des ouvriers servaient «à nourrir l'avidité de l'énorme multitude des agents, des fonctionnaires, des oisifs, elles servent à nourrir ceux qui travaillent directement pour cette foule de parasites inutiles»<sup>58</sup>.

La description de ces fléaux bien ancrés de *corruzione* et *nepotismo*, typiques d'un capital à peine sorti d'une situation féodale d'émiettement politique (principautés, royaume du Piémont-Sardaigne, Royaume des Deux-Siciles, États pontificaux, etc.), était somme tout banale et largement mise en exergue par les anarcho-syndicalistes de l'époque.

L'instrument révolutionnaire qui devrait faire entendre raison au patronat italien était l'État, seul véritable agent des transformations révolutionnaires, en fait un État bourgeois dont le prolétariat s'emparerait à son profit pour «reconstruire» la Nation italienne.

---

<sup>56</sup> *Due mille pagine di Antonio Gramsci*, vol. I. *Nel tempo della lotta (1914-1926)*, Il saggiatore, Milan, 1964, p. 49.

<sup>57</sup> (éditorial de Gramsci) «Lo strumento di lavoro», *L'Ordine Nuovo* n° 37, 14 février 1920, p. 289-290.

<sup>58</sup> *ibid.*



En 1919, au moment de la crise de l'État italien et de l'aventure de D'Annunzio à Fiume, en Istrie, Gramsci proclamait encore que «*la bourgeoisie tend à désagréger la nation, à saborder et à détruire l'appareil économique si patiemment construit*»<sup>59</sup>. Le résultat en est que «*la classe bourgeoise italienne est déjà morte, écrasée par un passif de cent milliards, rongée par les acides corrosifs de ses dissensions internes, de ses antagonismes incurables*»<sup>60</sup>. Ce jugement faisait fi du début de l'offensive fasciste contre le mouvement ouvrier, offensive à laquelle la bourgeoisie italienne, tant industrielle qu'agrarienne, se rallia sans hésitation après l'occupation des usines en septembre 1920.

Chez Gramsci, ce fut toujours un leitmotiv – mis provisoirement en veilleuse en 1921 et 1922, lorsque Bordiga était à la tête du Parti communiste –, la classe ouvrière avait un «destin national» : «*Aujourd'hui, la classe nationale, c'est le prolétariat, c'est la multitude des ouvriers et des paysans, ce sont les travailleurs italiens qui ne peuvent permettre que l'on désagrége la nation, parce que l'unité de l'État est la forme que prend l'organisme de production et d'échange qui a été bâti par le travail italien*»<sup>61</sup>, un «patrimoine de richesse sociale» que le prolétariat confierait à l'Internationale communiste, qui deviendrait ainsi une fédération de nations s'occupant de la gestion économique du monde.

---

<sup>59</sup> (sans signature) «L'unità nazionale», *L'Ordine Nuovo* n° 20, 4 oct. 1919. Cette rhétorique se retrouve dans les discours des chefs staliniens (Jacques Duclos et Maurice Thorez) du Front populaire en 1936. Souligné par nous.

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> «L'unità nazionale», *ibid.*

## LES CONSEILS D'USINE DU «PÉTROGRAD ITALIEN»

Gramsci changeait donc d'orientation au fil des événements, en suivant le balancier de l'histoire. Il se rallia finalement à «l'Idée prolétarienne», en se fixant comme objectif la croissance du mouvement révolutionnaire à Turin même. Il se rallia avec enthousiasme à l'«Idée» de révolution, pour des raisons assez localistes : pour lui, «son» Turin était comparable au Petrograd de 1917 : «*(les masses ouvrières de toute l'Italie) voient dans cette ville le centre, la capitale de la révolution communiste, le Petrograd de la révolution prolétarienne italienne*»<sup>62</sup>.

Le leader turinois constatait néanmoins que la grande faiblesse du mouvement révolutionnaire avait été – et en cela il rejoignait Bordiga – de se limiter au champ idéologique de «la liberté et de la démocratie en général» :

*Les organisations révolutionnaires (parti politique et syndicat professionnel) sont nées dans le cadre de la liberté politique, dans le cadre de la démocratie bourgeoise, en tant qu'affirmation et prolongement de la liberté et de la démocratie en général, sur un terrain où subsistent les rapports de citoyen à citoyen*<sup>63</sup>.

Pour Gramsci, le processus révolutionnaire devait naître et se développer à l'intérieur même de l'usine et se manifester «sur le plan de la production». Les revendications «démocratiques» prendraient tout leur sens dans les ateliers eux-mêmes :

***Le processus révolutionnaire se déroule sur le terrain de la production, à l'intérieur de l'usine, où les rapports sont des rapports d'opresseur à opprimé, d'exploiteur à exploité, où l'ouvrier est privé de liberté, et la démocratie inexistant***<sup>64</sup>.

Chez Gramsci, la question cardinale restait celle des conseils. Mais de quoi ces «conseils» étaient-ils le nom ?

---

<sup>62</sup> Le mouvement turinois des conseils d'usine, rapport de Gramsci (juillet 1920) adressé à l'Exécutif du Komintern, *L'Internationale communiste* n° 14, nov. 1920.

<sup>63</sup> «Il consiglio di fabbrica», *L'Ordine Nuovo*, 5 juin 1920.

<sup>64</sup> Ibid. Souligné par nous.

Ces conseils n'étaient pas les conseils ouvriers politiques (*consigli operai*), tels les soviets d'ouvriers et soldats russes ou les *Arbeiterräte* allemands (avant qu'ils ne soient détruits de l'intérieur par la social-démocratie en décembre 1918) ou les conseils ouvriers hongrois de 1919, mais d'innocents conseils d'usine (*consigli di fabbrica*), reconnus par le patronat et appelés à gérer la production dans les «intérêts de l'ouvrier».

Sur le lieu de travail, l'organisation qui devait incarner ce processus d'appropriation de l'usine se nommait le conseil d'usine (*consiglio di fabbrica*). Pour Gramsci, un réseau d'organisations d'usine (mais aussi paysannes) devrait couvrir l'Italie. Pour Gramsci, le modèle demeurerait celui des conseils de producteurs de type sorélien, apolitiques, auxquels étaient déléguées des tâches purement économiques<sup>65</sup>.

Le modèle n'est donc pas celui des *soviets* de la Révolution d'Octobre, où les conseils d'usine intégrés dans les soviets avaient pour finalité la prise du pouvoir. À la veille de l'insurrection d'Octobre, la première conférence panrusse des conseils d'usine (17-22 octobre 1917), avait affirmé qu'il était temps de s'organiser partout en Russie, et pas seulement à Petrograd, en vue de la lutte finale contre le capital, et pour cela de s'organiser en militairement en créant un centre unifié de combat. Les comités d'usine, avant l'insurrection d'Octobre se transformèrent en gardes rouges. Le Comité militaire révolutionnaire créé le 20 octobre était composé autant des représentants des comités d'usine que de ceux des syndicats, des organisations militaires et des partis (surtout le Parti bolchevik, malgré la présence des socialistes-révolutionnaires de gauche)<sup>66</sup>.

En fait, pour Gramsci, les conseils d'usine ressemblaient fort à ces conseils économiques, institutionnalisés et reconnus par l'État, aux *Betriebsräte* que la social-démocratie allemande, qui venait d'écraser le mouvement des conseils et l'insurrection spartakiste, légalisa pour mieux contrôler la force de travail. Une ordonnance du 23 décembre 1918, prise par le gouvernement SPD-USPD (Indépendants), annonçait la couleur :

---

<sup>65</sup> Albert Sorel, *Réflexions...*, p. 61. Les écrits de Sorel comme *La décomposition du marxisme* et *Les illusions du progrès*, contiennent les idées fondamentales du Gramsci de 1918-1920 : les travailleurs s'éduquent mutuellement dans les conditions capitalistes existantes. Il s'agit pour eux de parvenir à une bonne maîtrise des moyens de production qui leur sont confiés.

<sup>66</sup> Anna M. Pankratova, *I consigli di fabbrica nella Russia del 1917. Il primo tentativo di gestione della produzione da parte della classe operaia*, Edizioni Savelli, Rome, 1973, p. 59-62.

*Les comités (d'ouvriers et d'employés) veilleront, de concert avec les patrons, à l'observation des accords concernant les salaires en vigueur. Dans les cas où il n'existe aucun règlement concernant les salaires, les comités ou autres organisations similaires coopéreront avec les organisations économiques compétentes d'ouvriers ou d'employés en vue de la réglementation des salaires et des conditions de travail. Ces comités auront également **pour tâche de favoriser la bonne entente entre les ouvriers ou employés et entre les ouvriers ou employés et le patron***<sup>67</sup>.

La Constitution allemande du 11 août 1919, écrite sous la dictée de la social-démocratie, précisait qu'il s'agissait bien d'établir un droit de cogestion et de contrôle sur la production : «*Le droit de contrôle et d'administration pourra être conféré aux conseils de travailleurs et aux conseils économiques sur toutes matières rentrant dans leur compétences*»<sup>68</sup>.

En Italie, il n'y eut rien de comparable aux conseils révolutionnaires de novembre 1918, que la social-démocratie allemande détruisit dès le mois de décembre – autant de l'intérieur qu'avec l'aide de la Reichswehr et des corps francs –, pour en faire des organes de cogestion avec le patronat. Rien de comparable non plus avec les *shop-stewards* britanniques, ces délégués ouvriers radicaux qui dépendaient uniquement de la base. Rien de comparable aussi avec les *Betriebsorganisationen*, ou B.O., (organisations d'usine) allemandes, rattachées aux Unions générales ouvrières (AAUD), proches du KAPD, dont la finalité était la formation des conseils ouvriers en vue de la prise du pouvoir par le prolétariat<sup>69</sup>.

Les conseils d'usine de l'année 1919-1920, formés surtout dans les ateliers de la Fiat de Turin, étaient avant tout le prolongement des commissions internes, nées antérieurement à la guerre, sur des bases syndicales<sup>70</sup>. Ils devaient servir de base à l'édification du nouvel «État ouvrier» et italien.

---

<sup>67</sup> «Les conseils d'entreprise en Allemagne», B.I.T., Genève, *Études et Documents série B*, n° 6, 29 janvier 1921, p. 1 à 33.

<sup>68</sup> Article 165 : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/de1919.htm> (une traduction française de la version définitive, modifiée).

<sup>69</sup> Cf. Notre travail : «La lutte du prolétariat n'est pas seulement internationale mais *antinationale*». Internationalisme contre «national-bolchevisme». Le deuxième congrès du KAPD (1<sup>er</sup>–4 août 1920), Moto proprio, septembre 2016 (2<sup>e</sup> édition augmentée).

<sup>70</sup> Cf. Robert Michels, *Die Versuche einer Besetzung der Betriebe durch die Arbeiter (1920)*, in *Sozialismus und Faschismus*, Munich, 1925, p. 207 et suiv.

L'usine, lieu de production, serait finalement la cellule de tout État ouvrier, vu comme une structure productiviste :

*La classe ouvrière affirme ...que le pouvoir industriel, que la source du pouvoir industriel doit revenir à l'usine; elle considère l'usine comme étant, dans une nouvelle perspective ouvrière, la forme où la classe ouvrière se coule en un corps organique, déterminé, la cellule d'un nouvel État : l'État ouvrier, et la base d'un nouveau système représentatif : le système des conseils*<sup>71</sup>.

Sur le plan politique, Gramsci considérait le Komintern comme une sorte de congrès mondial de fédérations nationales de conseils d'usine, dont la tâche se limiterait à la gestion de la production :

*Les États ouvriers [...] devront converger dans la formation la société communiste, du monde organisé sur la base et selon le modèle de la grande usine industrielle, de l'Internationale communiste. [...] C'est dans ce sens que le conseil ouvrier d'usine est la première cellule d'un processus historique qui doit culminer dans l'Internationale Communiste, non plus en tant qu'organisation politique du prolétariat révolutionnaire, mais comme réorganisation de l'économie mondiale*<sup>72</sup>.

Pour Gramsci, la double action politique (Parti) et économique (syndicats) de type revendicatif, devaient s'incliner devant la nouvelle institution des conseils d'usine, qui devraient être pleinement «autonomes» : « [...] *le parti et le syndicat ne doivent pas se poser ni en tuteurs ni en superstructures déjà constituées de cette nouvelle institutions* »<sup>73</sup>.

Bordiga, dans sa critique de la conception gramscienne, souligna que les syndicats et le parti ouvrier ne pouvaient lancer des actions politiques décisives que s'ils étaient orientés dans le sens de la prise de pouvoir politique, ce qui rendait dérisoire le cadre restreint de l'usine. Au contraire, le «conseil d'usine», institution réduite à ses fonctions internes (*commissions internes* établies pour dialoguer avec le patronat), était naturellement apolitique. Sa fonction ne pouvait être que réformiste. Sans un parti forgé pour l'action révolutionnaire, toute création artificielle de «soviets» ne pouvait que faire banqueroute :

---

<sup>71</sup> "Il consiglio di fabbrica", *L'Ordine Nuovo*, 5 juin 1920.

<sup>72</sup> «Il consiglio di fabbrica», *L'Ordine Nuovo*, 5 juin 1920. Cf. *Capital*, Livre I (MEW, XXIII, p. 377) : «Il est tout à fait caractéristique que les mêmes personnes, qui font l'apologie enthousiaste du système des fabriques, ne trouvent rien à dire de pire contre toute idée d'organisation générale du travail social que celle-ci transformerait la société tout entière en une vaste fabrique».

<sup>73</sup> *L'Ordine Nuovo*, p. 127.

*L'immaturité du Parti laissera tomber ces organismes dans les mains des réformistes, des complices de la bourgeoisie [...] Et alors nous pensons que le problème de constituer en Italie un véritable Parti communiste est beaucoup plus urgent que celui de créer les soviets*<sup>74</sup>.

L'ambiguïté dans la confrontation Gramsci/Bordiga tenait dans la définition même du terme de «conseil d'usine». Il pouvait être autant défini comme un organe de gestion que comme un comité de lutte spontané et illégal. Et Gramsci de souligner la supériorité de ce qu'il appelle «conseil d'usine», à la différence des syndicats toujours liés à la légalité bourgeoise :

*Du fait de sa spontanéité révolutionnaire, le conseil tend à déchaîner à tout moment la guerre de classe. [...] Le syndicat, en tant que responsable solidaire de la légalité, tend à universaliser et à perpétuer cette légalité*<sup>75</sup>.

Dans sa confrontation avec Gramsci, Bordiga soulignait l'impuissance d'un conseil d'usine, directement lié à l'entreprise : «*Quand le conseil sort de la légalité, le patron, au moyen des gardes royaux le fait [...] sortir de l'usine, et alors les ouvriers viennent au syndicat, à la Bourse du travail*»<sup>76</sup>.

Au cours de l'occupation des usines du Piémont à la Lombardie, en septembre 1920, les conseils constitués, surtout à Turin, ne quittent jamais les postes de travail pour gagner la rue. Avec l'aide des quelques ouvriers restés «à leur poste», ils organisent la production de manière autonome. Ce qu'ils font avec une grande fierté. Pendant un bref laps de temps, l'idéal gramscien productiviste semble se réaliser. Le syndicat qui «*organise les ouvriers non comme producteurs, mais comme salariés*»<sup>77</sup> sort de la scène.

L'objection faite par Gramsci à Tasca, à savoir que le conseil «*tend, dans ses formes supérieures, à traduire la configuration prolétarienne de l'appareil de production et d'échange créé par le capitalisme aux fins du profit*»<sup>78</sup>, semble «validée». Les ouvriers prouvent qu'ils peuvent produire dans les «règles de l'art», poussés par l'amour du «travail bien fait», sans surveillance des contremaîtres et poussés par une discipline «librement consentie». Bons

---

<sup>74</sup> Bordiga cité par Rafaele Colapietra, *Napoli tra dopoguerra e fascismo*, Milan, Feltrinelli, 1962, p. 94. Souligné par nous.

<sup>75</sup> Gramsci, «*Sindacati e Consigli*», *Ordine Nuovo*, 12 juin 1920 [Alfonso Leonetti (éd.) *Bordiga-Gramsci, Dibattito sui consigli di fabbrica*, Savelli, Rome, 1973, p. 79-83].

<sup>76</sup> Paolo Spriano (dir.), *Antologia de «L'Ordine Nuovo*», Turin, 1963, p. 535.

<sup>77</sup> *L'Ordine Nuovo*, p. 45.

<sup>78</sup> *L'Ordine Nuovo*, p. 150.

soldats de la production, les ouvriers ne s'approprient même pas la survaleur (plus-value) puisque, au terme des occupations, après avoir vainement tenté de vendre leur production, ils la remettent au patron.

L'occupation des usines en Italie du Nord fut l'acmé du mouvement prolétarien en Italie, son sommet et le début de son déclin. Le prolétariat italien fit face politiquement à une bourgeoisie libérale, extrêmement habile et retorse. Le président du Conseil Francesco Nitti (23 juin 1919 – 15 juin 1920) comprit parfaitement qu'il n'avait rien à craindre d'occupations d'usine, où des «conseils d'usine» se proposaient de mieux «organiser» la production.

Sans s'affoler devant les quelques mitrailleuses placées comme épouvantail sur les hauts murs des usines FIAT occupées, le nouveau gouvernement de Giovanni Giolitti (15 juin 1920 – 4 juillet 1921) forme en toute tranquillité la Garde royale. Au début de mars 1920, Francesco Nitti avait soutenu pleinement les efforts des industriels italiens de se coaliser en une Confederazione Generale dell'Industria, puissante représentation de la bourgeoisie italienne tout entière face au prolétariat italien.

Lorsque, au cours de l'été 1920, les demandes répétées d'augmentations salariales sont rejetées par les industriels, le syndicat des métallos (et non le conseil d'usine !) décida, en représailles, de saboter la production et d'occuper l'usine en réponse à un violent lock-out patronal.

Au moment de l'occupation des usines, en septembre 1920, à la suite d'un lock-out de l'Alfa Romeo à Milan, les industriels supplient Giolitti d'intervenir. Celui-ci, en vieux renard de la politique, joue le spectacle apaisant de la «neutralité» de l'appareil d'État dans les conflits surgissant entre Capital et Travail. Il offre les loyaux services des hauts fonctionnaires de l'État en qualité de médiateurs. Simultanément, il ordonne aux préfets d'intensifier la surveillance des mouvements révolutionnaires. Il prévient ainsi des affrontements sanglants entre les ouvriers et la troupe appelée en renfort à Turin. Face aux industriels de Milan et Turin qui poussent à l'affrontement armé avec les ouvriers,

Gioletti précise nettement : «*Dans de telles conditions, on a le droit d'imposer aux industriels d'en venir à une transaction* »<sup>79</sup>.

Giolitti obtient, après un mois d'occupation, que les ouvriers quittent les usines, avec la promesse que l'on introduirait la cogestion par le biais des commissions paritaires. Elles auraient, comme les *Betriebsräte* allemands, pour seul but le contrôle de l'économie nationale. Les conseils d'usine (*consigli di fabbrica*) devraient être reconnus comme un élément positif de stabilisation de la paix industrielle<sup>80</sup>.

Avec l'évacuation des usines par les ouvriers, l'enthousiasme «spontanéiste» de Gramsci se dégonfle comme une baudruche. Comme n'avait cessé de le répéter Bordiga, l'heure était venue non d'occuper les usines et de se laisser occuper par leur gestion, mais de former des partis communistes, en vue de mettre fin à l'exploitation capitaliste.

Entre-temps, s'était déroulé à Moscou le II<sup>e</sup> Congrès mondial du Komintern qui exigeait la constitution de partis communistes en Occident, débarrassés de «l'opportuniste». En Italie, le Parti socialiste s'était exprimé platoniquement dans ce sens, mais la direction, menée par Serrati, voulait conserver en l'état le Parti socialiste, comme si il n'y avait jamais eu une politique du «ni adhérer ni saboter» en 1915.

Gramsci, qui ne s'était jamais situé à gauche dans les débats internes du Parti, montra de plus en plus une attitude conforme à celle de la Fraction abstentionniste de Bordiga, qui obtint l'adhésion des ouvriers socialistes de Turin. Il se dissocia alors de Tasca, Terracini et Togliatti. Cependant, comme ses amis de «L'Ordine Nuovo», il rejetait toute politique abstentionniste. À la différence de Bordiga qui s'y refusa toujours catégoriquement, il se présenta en 1924 aux élections et fut élu député jusqu'à sa destitution et arrestation en novembre 1926.

---

<sup>79</sup> Dépêche de Giolitti en date du 7 sept. 1920 adressée au préfet de Milan, citée par Paolo Spriano, *L'occupation des usines. Italie – septembre 1920*, la pensée sauvage, Claix, 1978, p. 108.

<sup>80</sup> Les apparentes concessions de Giolitti à la classe ouvrière furent rejetées par les industriels. Ceux-ci considèrent que Giolitti est une sorte de Kerenski italien. «*La classe industrielle non seulement se défend en ce moment elle-même, mais elle défend aussi la bourgeoisie de l'État tout entière*». C'est ainsi que s'exprime Gino Olivetti, l'un des porte-parole de la Confindustria, lors d'une communication téléphonique interceptée par le ministère de l'Intérieur (Carlo Vallauri, *Il governo Giolitti e l'occupazione delle fabbriche*, Giuffrè Editore, Milan, 1971, p. 80).



C'est sous l'influence des abstentionnistes turinois que Gramsci rédigea deux articles : *Per un rinnovamento del Partito Socialista*<sup>81</sup> et *Il movimento torinese dei Consigli di fabbrica*<sup>82</sup>, sur lesquels Lénine et Boukharine fondèrent leur appréciation de la situation italienne.

Lénine souscrivait pleinement au premier de ces deux documents, estimant qu'il devait avoir force de loi en Italie. Les délégués italiens présents au congrès s'y opposèrent unanimement, d'autant plus qu'au deuxième congrès du Komintern, les représentants de "l'Ordine Nuovo" brillèrent par leur absence. Bordiga, invité personnellement par le congrès, polémiqua avec les communistes russes à propos de la question électorale : dans les pays capitalistes avancés, l'abstention des communistes devait figurer en toutes lettres dans la base d'adhésion au Komintern. Mais lorsqu'il fut question du «cas italien», les représentants officiels du Parti s'abstinrent de prendre la parole faute de mandat impératif. Le Français Alfred Rosmer, délégué au II<sup>e</sup> congrès du Komintern, nota que l'on dut *«demander à Bordiga de venir et de préciser la position de "L'Ordine Nuovo", ce qu'il fit avec une extrême sincérité, bien que, comme toujours, il eut commencé en faisant observer que, personnellement, il n'était pas d'accord avec elle»*<sup>83</sup>.

Au moment du vote de confiance à "L'Ordine Nuovo", aucun des délégués italiens ne voulut y faire allégeance. Face à cette opposition résolue, Lénine et Boukharine furent obligés de faire machine arrière et déclarèrent *«qu'ils n'avaient pas eu l'intention d'exprimer un jugement sur l'orientation de "L'Ordine Nuovo" sur laquelle ils n'étaient pas suffisamment documentés, mais seulement d'indiquer la citation précise d'un document auquel seul se rapportait leur approbation»*<sup>84</sup>.

Le gramscisme fut en fait l'objet implicite d'une condamnation par le II<sup>e</sup> Congrès du Komintern. Dans les thèses écrites par Zinoviev (Directives sur les conditions dans lesquelles on peut créer les soviets ouvriers), on

---

<sup>81</sup> (sans signature) *L'Ordine Nuovo* n° 1, 8 mai 1920, in Robert Paris (éd.), op. cit., «Pour une rénovation du Parti socialiste», p. 332-338.

<sup>82</sup> Rapport envoyé à l'Exécutif du Komintern, en juillet 1920, publié pour la première fois en russe, allemand et français dans la revue *l'Internationale communiste* n° 14, nov. 1920. En français : «Le mouvement turinois des conseils d'usine», in Robert Paris, op. cit., p. 353-365.

<sup>83</sup> Alfred Rosmer, *À Moscou au temps de Lénine*, Horay, Paris, 1953, p. 92 (préface d'Albert Camus).

<sup>84</sup> Cité dans *Il Soviet*, 3 octobre 1920 (et aussi dans *Storia della sinistra comunista*, II, Milan, Il programma comunista, 1973, p. 683 et suiv.).

pouvait lire ce net rejet d'un conglomérat soviets-conseils d'usine, «cultivés artificiellement comme des fleurs de serre» :

*Les tentatives de groupes communistes isolés en France, en Italie, en Amérique et en Angleterre, pour fonder des soviets n'embrassant pas les grandes masses ouvrières et ne pouvant pas les embrasser dans une lutte immédiate pour le pouvoir, ne font que nuire à la préparation efficace de la révolution soviétique. Ces soviets, maintenus artificiellement en vie comme des "fleurs de serre", se transforment, dans le meilleur des cas, en petites associations de propagande en faveur du pouvoir soviétique; dans le pire des cas, ces soviets mal implantés ne peuvent que compromettre, aux yeux des vastes cercles de la population, l'autorité du pouvoir soviétique.*

Et surtout, Zinoviev concluait avec lucidité : **«Sans révolution, il n'y a pas de possibilité de soviets. Sans révolution prolétarienne, les soviets se transforment inévitablement en parodie de soviets. Les véritables soviets de masse apparaissent comme la forme historiquement trouvée de la dictature du prolétariat»**<sup>85</sup>.

Ces belles paroles devaient être vite oubliées, lorsque, à partir de 1923-1924, le Komintern zinoviéviste se lança dans une politique aventuriste, de type blanquiste, qui culmina dans la désastreuse insurrection de Reval/Tallinn en Estonie (1<sup>er</sup> déc. 1924), déclenchée avec l'aide des instructeurs militaires russes.

---

<sup>85</sup> Grigorij Zinoviev, Direttive sulle condizioni di costituzione dei Consigli Operai, II<sup>e</sup> congrès du Komintern, juillet 1920. <http://www.international-communist-party.org/Italiano/Document/20DirCoO.htm>

## LE SENS DE LA CONFRONTATION ENTRE BORDIGA GRAMSCI : PARTI COMMUNISTE, CONSEILS OUVRIERS ET SUBSTITUTIONNISME

Les événements révolutionnaires de 1919-1920 s'étaient déroulés en laissant en plan la question de la formation d'une organisation communiste, le parti communiste, dont Bordiga, dès décembre 1918, avait fait son cheval de bataille.

Bordiga, qui s'appuyait (en septembre 1919) sur des textes de Lénine, Zinoviev, Radek et Boukharine – sous-estimait le rôle révolutionnaire des conseils ouvriers, dont il prédisait la vraie naissance seulement après la prise du pouvoir par le Parti communiste :

*Les soviets de demain doivent se former dans les sections locales du Parti communiste... Tant qu'il existe un pouvoir bourgeois, l'organe de la révolution est le Parti de classe, et après le renversement du pouvoir bourgeois c'est le réseau des conseils ouvriers*<sup>86</sup>.

Derrière cette conception, il y avait l'idée sous-jacente que le prolétariat révolutionnaire «était représenté par son parti de classe, même si celui en constitue une audacieuse minorité»<sup>87</sup>. Néanmoins, Bordiga partageait l'idée – et c'est toute la différence avec le pur «léninisme» – que le pouvoir ouvrier, celui du «réseau des conseils ouvriers» prendrait forme NON AVANT mais APRES la prise du pouvoir.

Ce qui distinguait Bordiga de Gramsci, c'était précisément cette question. Gramsci fait naître le pouvoir ouvrier par les conseils ouvriers AVANT la prise du pouvoir, ce qui débouchait sur une autogestion de la production par les conseils avant même le renversement politique du système capitaliste.

Plus tard, dans une longue suite d'articles, parue en janvier-février 1920, Bordiga fit une sévère critique des conceptions usinistes et productivistes du groupe turinois 'Ordine Nuovo', en particulier celles du «contrôle

---

<sup>86</sup> «Formiamo i Soviet?», // *Soviet*, 21 sept. 1919. Souligné par nous.

<sup>87</sup> Ibid.

ouvrier». Elles ne pouvaient que retarder l'heure de la constitution du Parti de classe, le Parti communiste :

*La fonction du contrôle [ouvrier sur la production] dans l'usine n'a une valeur d'expropriation révolutionnaire qu'après que le pouvoir central soit passé dans les mains du prolétariat... Pour nous, le problème le plus urgent n'est pas de créer les Soviets mais bien de disposer en Italie d'un vrai parti communiste<sup>88</sup>.*

Seule la formation d'un «vrai parti communiste» devrait donner leur sens véritable aux conseils ouvriers : **«À notre avis, un soviét est révolutionnaire pour autant que la majorité de ses membres est adhérente au Parti communiste... car le soviét, selon nous, n'est pas par essence un organe révolutionnaire»<sup>89</sup>.**

Soulignons au passage que cette idée se trouvait largement partagée par la majorité de la Gauche communiste, gauche allemande incluse (KAPD), en particulier après les défaites de 1921 (Action de Mars) et de 1923 (échec de l'Octobre allemand). Si dans le programme de ce parti en 1923, on pouvait lire que *«le KAPD est un parti sans dictature par en haut et sans attente fidéiste par en bas»*, il était aussi proclamé que sa fonction *«incluait l'organisation et la direction de l'insurrection armées»<sup>90</sup>*. Bien plus, les Unions ouvrières, émanation du KAPD, étaient considérées comme le seul noyau des conseils ouvriers : *« (l'Union ouvrière) devait au fil du temps rassembler la classe prolétarienne dans sa totalité. On confondait alors Unions et Conseils »*. Bien plus, dans une période qui suivrait la prise du pouvoir par les Unions, *«le pouvoir politique (de l'État prolétarien) (était) simplement confondu avec celui du Parti »<sup>91</sup>*.

Mais, en 1920, Bordiga allait bien au-delà des positions de Lénine sur les conseils ouvriers, telles qu'il les avait défendues juste avant l'insurrection d'octobre 1917. Pour Lénine, le pouvoir soviétique devait être une dictature «authentiquement démocratique», en remplaçant l'ancien appareil d'État par un «appareil nouveau, populaire».

---

<sup>88</sup> Alfonso Leonetti (éd.), *Bordiga-Gramsci: Dibattito sui consigli di fabbrica*, Savelli, Rome, 1973, p. 47-70.

<sup>89</sup> Ibid., p. 64. Souligné par nous.

<sup>90</sup> *Programm der KAPD. Organisations-Status*, Verlag KAPD, Berlin-Brandenburg, juin 1924, p. 21. Édition électronique : <http://www.aaap.be/Pages/Pamphlets-KAPD.html#prog>.

<sup>91</sup> Intervention d'Arthur Michaelis (1888-1942), ex-KAPD, lors du congrès de fondation de la KAU (Union communiste-ouvrière) à Berlin, 24-27 déc. 1931 [*Protokoll der Vereinigungs-Konferenz der AAU und AAUE (10. Reichskonferenz der Allgem. Arb. Union Deutschlands)*, 24 – 27 Dezember 1931 zu Berlin, RRA der Allgem. Arbeiter-Union, Berlin, 1932, p. 19]. Version électronique : <http://aaap.be/Pages/KAPD-Congresses.html#prot> (oct. 2016).

«Le pouvoir aux Soviets», cela signifie une refonte radicale de tout l'ancien appareil d'État, appareil bureaucratique qui entrave toute initiative démocratique; la suppression de cet appareil et son remplacement par un **appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique, celui des Soviets, c'est-à-dire de la majorité organisée et armée du peuple, des ouvriers, des soldats et des paysans**; la faculté donnée à la majorité du peuple de faire preuve d'initiative et d'indépendance non seulement pour l'élection des députés, mais encore dans l'administration de l'État, dans l'application de réformes et de transformations sociales»<sup>92</sup>.

Il est vrai que cet appel à un pouvoir prolétarien «*authentiquement démocratique*» dura peu. Le mot d'ordre «tout le pouvoir aux soviets» devint un mot d'ordre creux dès janvier 1918. La substitution du pouvoir des conseils ouvriers par celui d'un parti unique, nul ne l'a mieux théorisé que Trotsky en 1920 :

On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du parti. Et cependant, on peut affirmer sans risquer de se tromper, que la dictature des soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti : grâce à la clarté de sa vision théorique, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer, *d'informes parlements ouvriers* qu'ils étaient, en *un appareil de domination du travail*. Dans cette «*substitution*» du pouvoir du parti au pouvoir de la *classe ouvrière*, il n'y a rien de fortuit et même, au fond, *il n'y a là aucune substitution*. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière<sup>93</sup>.

Gramsci était-il un chef «conseilliste», comme il a été souvent affirmé<sup>94</sup>, c'est-à-dire privilégiait-il des conseils qui sauraient se «libérer» de l'emprise de tout parti, fût-il «communiste»? Gramsci en 1920 ne niait pas le rôle d'un parti communiste dans les conseils ouvriers. Sa définition du parti communiste était plutôt d'une désarmante naïveté. Son parti baignait dans les eaux baptismales du peuple chrétien. Le prolétaire adhérent

---

<sup>92</sup> «Une des questions fondamentales de la révolution», 27 sept. 1917, *Œuvres (juin-septembre 1917)*, tome 25, Éditions sociales/Éditions en langues étrangères, Paris-Moscou, 1975, p. 398-406. Souligné par nous.

<sup>93</sup> Trotsky, *Terrorisme et communisme (L'Anti-Kautsky)*, mai 1920, 10/18, Paris, 1963 (présentée par Alfred Rosmer). Souligné par nous [[http://classiques.uqac.ca/classiques/trotsky\\_leon/terrorisme/Terrorisme-communisme.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/trotsky_leon/terrorisme/Terrorisme-communisme.pdf)].

<sup>94</sup> Cf. par exemple cet article de Robert Maggiori, «Il faut sauver Antonio Gramsci de ses ennemis», *Libération* du 2 août 2016, où l'auteur affirme : «Gramsci devient le leader du mouvement conseiliste, lors des grandes grèves de mars-avril 1920».

appartiendrait à l'avant-garde courant en avant de «*la masse populaire*». Il serait un organisateur qui découvrirait aussi dans le Parti «*des modes de vie originaux*», sur lesquels Gramsci ne s'attardait guère, emporté par sa flamboyante rhétorique :

Le Parti communiste est l'instrument et la forme historique du processus de libération intérieure par lequel l'ouvrier d'exécutant devient preneur d'initiative, de masse devient chef et guide, de bras devient cerveau et volonté... L'esclave ou l'artisan du monde classique 'se connaissait lui-même', réalisait sa libération **en entrant dans les rangs d'une communauté chrétienne où il sentait concrètement qu'il était l'égal, qu'il était le frère, parce qu'il était le fils du même père**; il en va de même pour l'ouvrier, quand il entre dans les rangs du Parti communiste, où il 'collabore à 'inventer' et à 'découvrir' des modes de vie originaux, où il collabore 'volontairement' à l'activité du monde, où il pense, où il prévoit, où il a une responsabilité, où il est non seulement organisé mais organisateur, où il sent qu'il fait partie d'une avant-garde qui court en avant, entraînant derrière elle toute la masse populaire <sup>95</sup>.

Pour Gramsci, ces conseils, considérés comme des organismes d'auto-émancipation de la classe travailleuse, avaient finalement très peu d'importance. La victoire de ces «conseils» laisserait la place à un nouveau système productiviste (gestion de la production), syndicaliste (car basé sur les syndicats), organisé nationalement en «État ouvrier». Chacun de ces États nationaux, ayant réussi à «*entraîner derrière lui toute la masse populaire*», serait intégré dans l'Internationale communiste, qui apparaîtrait alors comme un Parti-État ouvrier au niveau mondial :

*L'État ouvrier, puisqu'il prend naissance en fonction d'une configuration productive, crée déjà les conditions de son propre développement, de sa disparition en tant qu'État, de son incorporation organique dans un système mondial : l'Internationale communiste*<sup>96</sup>.

Autant dire que l'Internationale communiste se transformerait en un organe de gestion économique du monde. L'on obtiendrait au final une sorte de «Nations-Unies» populaires, bureaucratie de planification mondiale, représentant tous les «États ouvriers», se distinguant d'un organe mondial capitaliste par le seul fait qu'il saurait «*entraîner derrière lui toute la masse populaire*».

---

<sup>95</sup> Gramsci, «Il Partito comunista», *L'Ordine Nuovo* n° 15, 4 sept. 1920 [Robert Paris (éd.), Antonio Gramsci, *Écrits politiques 1914-1920*, Gallimard, 1974, p. 393-394]. Souligné par nous.

<sup>96</sup> «Le conseil d'usine», *L'Ordine Nuovo* n° 4, 5 juin 1920, in Gramsci, *Écrits politiques 1914-1920*, op. cit., p. 350.

Pour éviter toute ambiguïté, essayons de définir la substance du communisme des conseils et montrons tout le fossé qui le sépare du prétendu «conseillisme» de Gramsci.

Pour le communisme des conseils allemand, tel qu'il s'est développé à partir d'avril 1920 autour du KAPD et des Unions ouvrières (AAUD), il n'était nullement question de conquête du pouvoir dans l'usine, encore moins d'autogestion ou de «contrôle ouvrier» de la production, avant que ne soit résolue la question de la prise du pouvoir, sans laquelle ne pouvait exister l'ombre d'une dictature du prolétariat sous la forme démocratique des conseils ouvriers. Ceux-ci devraient être édifiés sur une base territoriale. En aucun cas, ils ne pourraient limiter leur existence à un cadre national, avec autant de «révolutions nationales» qu'il y aurait de pays (Gramsci parle sans cesse de *«Révolution italienne»*).

L'institutionnalisation d'une fédération d'États ouvriers des conseils culminant dans l'Internationale communiste, comme le préconise Gramsci, est donc exclue. Le pouvoir des conseils ouvriers dans plusieurs pays, sur un continent, puis plusieurs, ne peut se concevoir sans une libre et égale association de conseils ouvriers territoriaux ou régionaux, basés sur les ensembles de production, faisant éclater par là le fait national ou nationalitaire. La fédération de 'Communes territoriales' conduit à l'instauration d'un État-Commune mondial (théorie développée par le KAPD, notamment par Karl Schröder en août 1920)<sup>97</sup>.

Si en 1920, le KAPD rejette la 'forme Parti' – *«dans le sens traditionnel du terme»*, c'est-à-dire dans sa forme parlementaire et gestionnaire (des communes conquises par le bulletin de vote, des syndicats, etc.), il est très loin de la conception d'Otto Rühle, pour qui la *«révolution n'est pas affaire de parti»*, ce dernier étant par essence «bourgeois».

Du début jusqu'à la fin de son existence, le KAPD se conçoit comme *«un noyau aussi résistant que l'acier, aussi pur que le cristal»* agissant comme un

---

<sup>97</sup> Voir notre travail d'édition et d'introduction au congrès du KAPD d'août 1920 : *La lutte du prolétariat n'est pas seulement internationale mais anti-nationale*. *Le deuxième congrès du KAPD (1<sup>er</sup>-4 août 1920)*, 2<sup>e</sup> édition, *moto proprio*, septembre 2016 : <http://www.left-dis.nl/f/Minutes-VF-final.pdf>

aiguillon dans les conseils ouvriers, «*noyau initial d'un mouvement qui prétend à la conquête du monde*»<sup>98</sup>.

Jusqu'à la fin, le KAPD ne cessa de se définir comme un «noyau» décisif dans l'avant-garde du prolétariat conscient :

L'avant-garde, cette petite partie de la classe ouvrière, se constitue en Parti, alors que la multitude entre confusément dans la lutte avec son instinct révolutionnaire et s'oppose, au cas par cas et au fil de la lutte, à la bourgeoisie, sous forme d'Unions ouvrières, de comités d'action, de conseils et autres formes similaires : la tâche du Parti est précisément – au cours de ces luttes – d'apporter une claire connaissance de l'organisation de classe – cherchant à dissiper la confusion et à accroître la possibilité d'une victoire grâce à son expérience des obstacles...<sup>99</sup>

Le débat Gramsci et Bordiga en 1920 n'était donc pas, sur le fond, une confrontation entre «conseillisme» et «anticonseillisme». Les ambiguïtés se trouvaient bien des deux côtés.

Après ce débat, entre Bordiga et Gramsci sur la question du parti et des conseils, les choses changèrent très vite de nature. La formation du Parti communiste à Livourne entraîna non seulement le ralliement de Gramsci aux positions de Bordiga, mais il suivit la pente d'une adhésion totale aux positions les plus «orthodoxes» du Komintern. Sa nouvelle «orthodoxie» le mena très vite aux positions les plus bolchevisatrices, se faisant le héraut de la nouvelle politique d'extirpation de tout courant de gauche, qualifié de «gauchiste infantile». Le «gramscisme» devenait ainsi l'étendard d'une lutte visant à écraser le communisme de gauche, dont le «bordiguisme».

---

<sup>98</sup> Gorter, *Lettre ouverte au camarade Lénine*, 1920 : [www.marxists.org/francais/gorter/works/1920/](http://www.marxists.org/francais/gorter/works/1920/)

<sup>99</sup> Michel Blank, «Zur Frage der Partei (Bemerkungen zu Anton Pannekoeks gleichnamiger Arbeit in der P.Z.K. und INO, Jhrg. 4 Nr. 11)», *Proletarier* n° 1, février 1933, p. 19 à 26 : <https://www.aaap.be/Pages/Proletarier.html#1933>.



## LES TROIS ÉTAPES DU TOURNANT 'CENTRISTE' DE GRAMSCI CONTRE LA GAUCHE COMMUNISTE : MOSCOU, VIENNE ET LYON (1923-1926)

C'est avec de sérieuses réticences que Gramsci avait soutenu jusqu'au début de 1923 les positions de la direction de Bordiga, n'osant s'affronter à lui, tant était éclatante la capacité politique du Napolitain. La convergence avec Bordiga se fondait avant tout sur la critique de la centrale du Komintern qui voulait imposer au PCI la fusion à tout prix avec l'aile gauche du PSI de Serrati.

En mai 1922, Gramsci accompagnait Bordiga à Moscou. Tandis que Bordiga rentrait en Italie, Gramsci resta à Moscou. Sa santé apparaissait gravement minée par l'épuisant travail de parti. Après avoir participé à la II<sup>e</sup> Conférence de l'Exécutif élargi du Komintern (EKKI), dont il fait partie, il est hospitalisé dans un sanatorium où il fait la connaissance Giulia Schucht, une Russe qui deviendra sa femme, peut-être avec l'encouragement des services secrets soviétiques<sup>100</sup>.

Mais Bordiga est emprisonné de février à octobre 1923. L'Exécutif du Komintern profite de la situation pour tenter d'éliminer définitivement la tendance de gauche, qui refuse la fusion avec les *terzini* en avril 1923. À Moscou, la majorité de la délégation composée de Gramsci, Terracini, Fortichiari, Gennari, Scoccimarro et Angelo Tasca critique le comportement de l'Internationale.

De sa prison, Bordiga fait passer une longue lettre-Manifeste (juillet 1923) adressée «à tous les camarades du Parti communiste d'Italie». Bordiga est convaincu de la dégénérescence du Komintern et se propose de provoquer une discussion tant dans le parti italien que dans le Komintern<sup>101</sup>. Cette

---

<sup>100</sup> Leur vie en commun fut brève. Ce n'est qu'à la fin de novembre 1923 que Gramsci cohabite avec sa femme à Moscou. À partir de l'automne 1925, pendant quelques mois, sa femme vivra en Italie avec lui et avec leur fils aîné, qui était né entre-temps. Le cadet de Gramsci, né en août 1926, ne connaîtra jamais son père.

<sup>101</sup> Voir Corrado Basile et Alessandro Leni, *Amadeo Bordiga politico*, Colibri, Paderno Dugnano, août 2014, p. 529-533. Republié par n + 1 : [http://www.quinterni.org/archivio/1921\\_1923/manifesto\\_bordiga.htm](http://www.quinterni.org/archivio/1921_1923/manifesto_bordiga.htm) («Il

invitation est partagée très peu de temps par Togliatti, Terracini et Scoccimarro, qui peu après forment avec Gramsci le groupe dirigeant imposé par le Komintern.

Gramsci, invité à sortir de sa longue réserve, refuse de donner son adhésion au Manifeste de Bordiga. Dans la correspondance, nouée en dehors des canaux du parti, à partir de novembre 1923, avec Togliatti, Terracini, Leonetti, Scoccimarro et Pietro Tresso, d'abord depuis Moscou, puis depuis Vienne, il cherche à les convaincre de constituer une fraction dont le noyau serait formé par les ex-rédacteurs de *L'Ordine Nuovo* (celui de la phase des «conseils d'entreprise») à l'exception notable de Tasca. Il s'agit bien de fractionnisme manœuvrier, même si le terme de «fraction» est prudemment rejeté. Dans une lettre à Togliatti, il se rallie à l'idée de «*créer à l'intérieur du Parti un noyau de camarades qui ne soit pas une fraction, qui ait le maximum d'homogénéité idéologique et qui réussisse par conséquent à donner à l'action pratique un maximum d'unicité directrice... La répugnance que nous avons éprouvée en 1919-1920 à créer une fraction a fait que nous sommes restés isolés, presque au niveau individuel...*»<sup>102</sup>.

Son arme de guerre contre le «bordiguisme» va être *L'Ordine Nuovo* qui reprend sa publication sous forme de revue bimensuelle et sous sa direction.

L'article «*Contro il pessimismo*», publié en mars 1924, est un acte d'accusation contre Bordiga, accusé de formalisme et d'esprit dissolu, celui de la «dissolution de la société italienne»... Gramsci définit la scission du PSI comme «une erreur», parce que «*la majorité du prolétariat politiquement organisé nous a donné tort, ne nous a pas suivis bien que nous ayons avec nous le prestige et l'autorité de l'Internationale [...]. Nous avons été – il faut l'avouer – dépassés par les événements; nous avons représenté, sans le vouloir, un des aspects du processus la dissolution générale de la société italienne...*»<sup>103</sup>.

Cette position avait déjà été exprimée en privé dans une lettre adressée de Vienne à Togliatti, en juillet 1923 : «*La scission de Livourne (le fait que la majorité du prolétariat italien s'est détachée de l'Internationale communiste) a été sans*

---

manifesto di Bordiga»).

<sup>102</sup> Lettre de Gramsci du 18 mai 1923 à Togliatti, *Écrits politiques II*, p. 223-224.

<sup>103</sup> (Sans signature) *L'Ordine Nuovo*, 15 mars 1924, in Robert Paris (éd.), *Gramsci. Écrits politiques II. 1921-1922*, p. 101. Souligné par nous.

*aucun doute le plus grand triomphe de la réaction*<sup>104</sup>. En l'absence d'Amadeo Bordiga, toujours emprisonné, Antonio Graziadei, membre du Comité central, va totalement dans ce sens :

*La scission de Livourne s'est faite sans qu'on pût l'éviter, trop à gauche. D'autres camarades et moi-même avons considéré la chose comme néfaste*<sup>105</sup>.

Le ralliement de Gramsci aux thèses de Front unique se fit progressivement, de décembre 1923 au printemps 1924. Élu député en avril 1924, protégé par une immunité parlementaire qui se révéla vite trompeuse, Gramsci quitte peu après Vienne pour siéger sur les bancs du Parlement romain (Montecitorio). Désormais membre du Comité exécutif du Parti, devenu son secrétaire général, il entame une lutte contre la gauche pour la direction effective de l'organisation.

Au cinquième congrès (juin-juillet 1924) du Komintern, où intervient encore Bordiga, Trotsky confia aux délégués italiens les difficultés que lui, ainsi que Zinoviev et Boukharine, affrontèrent pour obtenir le ralliement de Gramsci : «*Nous avons dû faire beaucoup pression pour le convaincre de prendre une position de lutte contre Bordiga et je ne sais si nous avons réussi*»<sup>106</sup>. La réussite était néanmoins totale.

Dans la période suivante, les rapports de force à l'intérieur du Parti se déplacent petit à petit en faveur de la fraction bolchevisatrice de Gramsci et de Togliatti. Le premier participe infatigablement à des conférences régionales et locales du Parti dans le but de défendre ses thèses. À Naples, Gramsci et Bordiga s'engagent dans un duel verbal qui se poursuit pendant plus de quatorze heures. Mais tous les trésors de rhétorique de Gramsci laissent de marbre les partisans de Bordiga.

En 1924, après une phase de reflux des inscriptions, le Parti semble connaître une embellie grâce à une campagne de recrutements, surtout individuels, essentiellement par l'arrivée en masse des *terzini* (socialistes partisans de l'adhésion au Komintern) et de nombreux membres du PSI. D'entrée de jeu, les *terzini* prennent une orientation contraire à la gauche,

---

<sup>104</sup> Lettre à Palmi [ro], juillet 1923, in Robert Paris (éd.), *Gramsci. Écrits politiques II. 1921-1922*, p. 304.

<sup>105</sup> Palmiro Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del Partito Comunista Italiano (1923-24)*, Editori riuniti, 1962, p. 111.

<sup>106</sup> Giuseppe Berti, *Appunti...*, cit., p. 33.

tandis que les nouveaux adeptes peuvent être gagnés plus facilement à la ligne de Gramsci.

Pour bolcheviser complètement le parti, il est procédé à de larges remaniements aux niveaux inférieurs de l'appareil. À l'hiver 1924, le centre gramscien-togliattien destitue tous les secrétaires fédéraux favorables à la ligne de gauche, en particulier Bordiga à Naples et Fortichiari à Milan. Toutes les fédérations sont bolchevisées : Turin, Rome, L'Aquila, Cosenza, Alessandria, Novare, Bielle, Trieste, Crémone, Pavie et Foggia. La presse est muselée, cette fois, non par le fascisme, mais par le Centre de Gramsci et Togliatti. La revue théorique de Bordiga *Prometeo* qui paraît à Naples en janvier 1924 est supprimée en juillet par ordre de la direction gramscienne. L'opposition ne dispose plus que d'un seul journal, *L'Operaio* à Cosenza, qui paraît en septembre 1924. Le quotidien communiste *L'Unità* et le bimensuel *L'Ordine Nuovo*, dirigés par Gramsci, ainsi que *Lo Stato operaio*, organe théorique, sont totalement aux ordres. Gramsci était très net, il fallait mener à fond «*la lutte contre la déviation de gauche*»<sup>107</sup>.

Après l'assassinat de Matteotti par les hommes de main de Mussolini, le 10 juin 1924, Gramsci allait bien au-delà des directives officielles du Komintern qui invitaient à former un «front unique de tous les partis ouvriers». Il préconisait l'alliance antifasciste la plus large possible, qui inclurait aussi bien le Parti républicain que le Parti libéral. En cela, il anticipait la politique de Front populaire antifasciste lancé en 1935 au VII<sup>e</sup> Congrès mondial du Komintern.

Alors que les partis libéral et républicain, socialiste et communiste s'étaient retirés sur l'Aventin, Gramsci proposa de lancer un appel commun aux masses et de proclamer une grève politique générale, afin de restaurer la démocratie parlementaire qui offrirait à la classe ouvrière – selon lui – une meilleure base de départ pour les combats de classe futurs. La direction du Parti décida de travailler dans les associations d'anciens combattants pour travailler dans un esprit de concorde nationale quels qu'en soient les clivages.

---

<sup>107</sup> «Le travail courant du PC italien», *La Correspondance internationale* n° 8, 4 février 1925. Cité par Robert Paris, *Gramsci. Écrits politiques III. 1923-1926*, Gallimard, 1980, p. 20.

Pour la gauche «bordiguiste» du PC d'Italie, il s'agissait non d'appeler à la concorde nationale et à la «pacification» tant avec les fascistes qu'avec les socialistes. Elle rappela que Matteotti avait été de ceux qui avaient signé le pacte de pacification entre socialistes et fascistes le 3 août 1921.

*L'Operaio* de Cosenza souligna que les communistes n'avaient pas à rougir de leur intransigeance en 1921, bien au contraire :

*Les communistes sont les seuls qui peuvent parler sur la dépouille mortelle de Matteotti sans avoir besoin de rougir. Eux, ils n'ont contracté aucun 'pacte de pacification avec les fascistes', ce que les social-réformistes et les maximalistes devraient se rappeler*<sup>108</sup>.

Allant toujours plus loin dans le paradoxe, Gramsci, dans une lettre d'avril 1924 adressée au professeur socialiste Zino Zini, rendit grâce au fascisme qui avait engendré une robuste génération d'«antifascistes», donnant même une situation objectivement plus favorable qu'en 1920, au moment de l'occupation des usines :

*Le fascisme... a transformé **notre peuple** et nous en avons des preuves chaque jour; **il lui a donné une trempe plus robuste, une moralité plus saine, une résistance au mal ignorée jusqu'alors, une profondeur de sentiments qui n'avait jamais existé. Le fascisme a vraiment créé une situation de révolution permanente, comme le tsarisme l'avait fait en Russie. Le pessimisme qui me dominait en 1920, en particulier pendant l'occupation des usines, a disparu aujourd'hui***<sup>109</sup>.

Cette bouffée d'optimisme de Gramsci livrait un étonnant mélange chimique de populisme et de « trotskysme » mal compris (la référence à la «révolution permanente»). Il n'était plus question de *Classe* mais de *Peuple*. Gramsci préconisait une «révolution populaire» alors que la contre-révolution fasciste anéantissait précisément toute résistance, toute moralité, toute « profondeur des sentiments ». L'heure allait bientôt sonner, celle de toutes les lâchetés quotidiennes où des ouvriers adhèreraient au PNF de Mussolini «*per necessità familiare*» (en abrégé : PNF), ou pour obtenir les «services» de l'œuvre nationale du temps libre (OND, *Dopolavoro*).

---

<sup>108</sup> Article anonyme, probablement de Fortunato La Camera (*Ardito*), *L'Operaio*, 7 sept. 1924, cité par Giuseppe Masi (dir.), *Tra Calabria e Mezzogiorno. Studi storici in memoria di Tobia Cornacchioli*, Luigi Pellegrini Editore, Cosenza, 2007.

<sup>109</sup> Lettre du 2 avril 1924, publiée pour la première fois dans *Rinascità*, n° 17, 25 avril 1964 [Robert Paris (éd.), *Gramsci. Écrits politiques II. 1921-1922*, Gallimard, 1975, p. 309-311]. Souligné par nous.

Gramsci, en 1924-1926, calquait la situation russe de 1905 sur la situation italienne qu'il jugeait «prérévolutionnaire». Dans une telle situation, l'heure était à la formation d'une cohorte de fer bolchevik qui devait se préparer à la prise du pouvoir. La première tâche était de briser l'opposition de Bordiga et de son courant, *«immatures d'un point de vue marxiste et léniniste»*.

Leurs tentatives «fractionnelles» ne feraient que refléter

*La dépression, la défiance et l'impatience désespérée de certaines couches de la masse, prenant la forme de tendances et fractions qui représentent des déviations 'à gauche' et peuvent à certains moments réussir à briser les liens d'organisation et les obligations de discipline du Parti. L'histoire du Parti bolchevik russe nous enseigne comment l'on doit lutter contre **ces déviations** de droite et de gauche. Et ce devoir de lutter énergiquement contre toutes les tentatives directes et de mutiler la solidité organisationnelle du Parti et d'altérer son patrimoine idéologique léniniste est d'autant plus grand pour nous, aujourd'hui, que **le Parti communiste d'Italie est plus proche de la lutte révolutionnaire décisive que ne l'était le Parti communiste russe en 1907-1909...***<sup>110</sup>.

Le troisième congrès du Parti communiste d'Italie de janvier 1926 allait être celui des grands règlements de compte avec la Gauche qui devrait être totalement éradiquée.

---

<sup>110</sup> Gramsci (non signé), «Contro lo scissionismo frazionistico per l'unità ferrea del Partito: Liquidatori di sinistra», *L'Unità* n° 134, vendredi 12 juin 1925, p. 2. (Souligné par nous en gras.) Cette diatribe est accompagnée d'une citation du très stalinien Kalinine : «*Autorité et discipline, tels sont les traits distinctifs du bolchevisme*».

## L'ANNÉE DÉCISIVE 1926 : DU CONGRÈS DE LYON À LA MISE HORS LA LOI DE LA GAUCHE BORDIGUISTE

La volonté de Gramsci de garder les rênes d'un parti soumis au doute, face à l'ampleur de la répression fasciste, l'amena, lors de ce troisième congrès, à céder à son optimisme volontariste qu'il reprenait de Romain Rolland depuis avril 1920<sup>111</sup>. Son pronostic était totalement en-dehors de la réalité : «*Sur la situation actuelle de notre parti – affirmait-il par exemple –, on ne peut pas être pessimiste. Notre parti est dans une phase de développement plus avancée que les autres partis de l'Internationale*»<sup>112</sup>.

Les critiques adressées à la gauche bordiguiste mettaient en exergue la faiblesse de l'analyse gramscienne de la période de contre-révolution fasciste. Dans une situation de profond reflux social et politique, comme la situation italienne de 1926, de la décomposition du Komintern sous l'effet de la théorie du «socialisme dans un seul pays», Gramsci ne faisait qu'accuser, sans proposer des solutions qui soient aussi bien réalistes qu'internationalistes. La «Révolution italienne» lui importait plus que la perspective d'une révolution mondiale. Sa rhétorique tournait dans le vide. Il tenait maintenant le rôle du procureur principal contre la Gauche communiste.

Il accusait l'opposition de ne «*se poser à aucun moment le problème de la conquête de la majorité*»<sup>113</sup> et de se borner à soutenir qu'il fallait, pour de longues périodes, ne mettre en œuvre qu'une «*simple action de propagande*». À son avis, il fallait au contraire faire une agitation incessante, proposer des alliances, définir des projets, bref, «*faire de la politique*» de terrain. C'est pourquoi le parti devait être uni comme «une cohorte de fer» et aucune de ses composantes ne pouvait se soustraire à l'activité pratique et à la discipline. Et il concluait par la nécessité d'unifier le parti au moyen de la

---

<sup>111</sup> «*La conception socialiste du processus révolutionnaire se caractérise par deux traits fondamentaux que Romain Rolland a résumés dans ce mot d'ordre : 'Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté'*» («*Discorso ai anarchici*», *L'Ordine Nuovo* n° 43, 3-10 avril 1920).

<sup>112</sup> Cité par Arturo Peregalli et Sandro Saggiaro, *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, Milan, nov. 1998, p. 61.

<sup>113</sup> Antonio Gramsci, *Tesi del III congresso del Partito comunista d'Italia*, janvier 1926, sur le site : [www.marxists.org/italiano/gramsci/26/tesidilione.pdf](http://www.marxists.org/italiano/gramsci/26/tesidilione.pdf)

«bolchevisation», en instaurant la dictature jusque dans la moindre cellule du parti<sup>114</sup>.

Bien que Bordiga s'en défendît, prisonnier d'une obsessionnelle rhétorique «antidémocratique» et hostile à toute idée de «démocratie ouvrière», il s'agissait bel et bien d'un problème d'application d'une saine démocratie militante dans les rangs du Parti. Sans liberté de parole et d'action, pas de possibilité que puissent s'exprimer des fractions pour lutter contre la maladie qui risquait de terrasser le Parti :

*L'apparition et le développement de fractions est l'indice d'une aberrante et générale maladie du Parti, le symptôme d'un manque de liaison et de coordination des fonctions vitales du Parti avec ses buts finaux. C'est pourquoi on combat le mieux cette situation en s'efforçant de déterminer la cause de la maladie afin de pouvoir l'éliminer, autrement dit, il faut éviter l'abus des mesures disciplinaires qui ne peuvent résoudre la situation que de manière formelle et provisoire<sup>115</sup>.*

Bordiga diagnostiquait bien la maladie mais «oubliait» de donner la posologie adéquate. L'idée d'une démocratie ouvrière dans le parti, impliquant la constitution de tendances et de fractions, lui semblait une hérésie, ne pouvant que renforcer les tendances de droite dans le parti, celles qui se contentaient «d'invoquer une véritable démocratie prolétarienne ou quelque chose de semblable, quand est déjà arrivé le moment de proclamer la faillite de toutes les démocraties et de passer à la lutte armée»<sup>116</sup>.

Mais, en juillet 1925, la flamboyante rhétorique sur le «passage à la lutte armée» sonnait désespérément creux. Il s'agissait bel et bien d'un cours descendant ou se posait le crucial problème de la libre expression démocratique des positions de la gauche face à une droite qui en proclamait la possibilité. Ce que Bordiga avait tendance à rejeter comme une tare, la démocratie «formelle», constituait encore un (faible) garde-fou pour «éviter l'abus des mesures disciplinaires qui ne peuvent résoudre la situation que d'une manière formelle et provisoire»<sup>117</sup>.

---

<sup>114</sup> L'Ordine Nuovo en 1919-1920 avait mis en exergue l'association : «dittatura e democrazia», sous-entendu dictature du prolétariat et démocratie pour «le peuple».

<sup>115</sup> Plate-forme de la Gauche, L'Unità n° 155, 7 juillet 1925. Traduction *Le Fil du temps* n° 8, oct. 1971, p. 152.

<sup>116</sup> Bordiga, «La questione Trotski», L'Unità, 4 juillet 1925.

<sup>117</sup> «Piattaforma del Comitato d'Intesa», L'Unità n° 155, 7 juillet 1925, p. 3 et suiv.



Gramsci, partisan d'une dictature jacobine dans le parti, combattait avec acharnement les «tentatives fractionnistes», qui mettaient continuellement en discussion les orientations du Centre. Face à Vincenzo Ferrara<sup>118</sup>, le délégué de Naples, qui protestait contre l'indécence des méthodes bureaucratiques et disciplinaires adoptées à l'égard de la Gauche, Gramsci revendiquait hargneusement ces actions. Et il le fit en termes particulièrement grossiers, staliniens tant dans la lettre que dans l'esprit :

*Je soutiens que cette campagne fut pleinement justifiée. C'est moi qui ai écrit que constituer une fraction dans le Parti communiste, dans notre situation présente, c'était faire œuvre d'**agents provocateurs** et, aujourd'hui encore, je maintiens cette affirmation. Si l'on tolère le fractionnisme pour les uns, il faudra le tolérer pour tous, et **P'un des moyens que la police peut employer pour détruire les Partis révolutionnaires, c'est précisément de faire surgir en leur sein des mouvements d'opposition artificiels***<sup>119</sup>.

Le but de Bordiga – il l'avait démontré depuis la dissolution du Comité d'entente qu'il avait d'ailleurs soutenu du bout des lèvres – était de maintenir les «principes prolétariens» du parti. Il rejetait avec détermination les formules kominterniennes de 'front unique' et de 'gouvernement ouvrier'. Bien qu'elles fussent une adaptation à la «stabilisation» du capitalisme – analyse qu'il partageait –, on en tirait des déductions périlleuses, qui proposaient une fois de plus des alliances avec des couches non prolétariennes, sinon antiprolétariennes. De plus, le courant majoritaire du Komintern et du parti italien avait élaboré des directives politiques surestimant la contradiction entre droite et gauche bourgeoises : «*Nous considérons qu'une erreur commise dans cette direction est plus grave qu'une erreur commise dans la direction opposée, c'est-à-dire dans la direction de sous-estimer les contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie*»<sup>120</sup>.

Piqué au vif par le rappel par Bordiga de son passé idéaliste crocien, Gramsci l'interrompt pour lui faire effrontément endosser la responsabilité de la prise du pouvoir par le fascisme en 1922 : «*C'est à cause*

---

<sup>118</sup> Cf. l'ouvrage de Rivoluzione comunista, Milan, 2016 : *La fine dell P.C.d'I. Il congresso di Lione 1926* (commandes : rivoluzionec@libero.it).

<sup>119</sup> «Verbale della Commissione politica per il Congresso di Lione», 20 janvier 1926, in *Critica marxista* n° 5-6, sept.-déc. 1963, p. 302-326. Souligné par nous.

<sup>120</sup> Arturo Peregalli et Sandro Saggiaro, op. cit.,

*d'une erreur de ce dernier type, commise par le parti, que le fascisme a pu aussi facilement aller au pouvoir»<sup>121</sup>.*

Pour résoudre la crise existant dans le parti, la méthode consistant à calquer artificiellement les expériences du Parti communiste russe (la «bolchevisation») sur la réalité des partis communistes d'un Occident industriel développé se révéla fautive et viciée. La crise même du parti russe ne pouvait être surmontée qu'en le soutenant par le développement de la lutte de classe qui dans les autres pays.

Et Bordiga concluait par cet avertissement :

*On doit discuter de ces problèmes dans les sections de l'Internationale...*

*Rienzi [Angelo Tasca] a raison. Si l'on dit que la social-démocratie est l'aile gauche de la bourgeoisie, l'on doit admettre que la tactique du front unique est une tactique de coalition avec un parti bourgeois...*

*Les intérêts de l'État soviétique sont les intérêts de la classe ouvrière des pays qui font partie de l'Union soviétique. Ils s'identifient aux intérêts de la classe ouvrière du monde entier qui sont unitaires et non contradictoires comme ceux de la bourgeoisie<sup>122</sup>.*

Mais pour Gramsci, le renforcement de l'État soviétique – ou plutôt grand-russe, comme l'avait souligné même Lénine – signifiait le renforcement du prolétariat international lui-même. Aussi, la classe ouvrière mondiale avait le devoir de lutter par tous les moyens pour la défense de l'État soviétique et pour un plus grand développement de sa puissance, sous-entendu de l'impérialisme russe, que Karl Korsch venait juste de dénoncer. Et donc, tout acte de politique extérieure, même celui qui démontrait une absence totale de scrupules, comme par exemple l'ouverture vis-à-vis de l'Italie fasciste en 1924, était justifié et soutenu :

*[...] l'URSS doit chercher à exploiter tous les antagonismes qui existent entre les États capitalistes et les faiblesses de chacun d'entre eux. [...] Le caractère plus ou moins réactionnaire des gouvernements bourgeois avec lesquels elle entre en rapport, même s'ils sont l'expression la plus physique du fascisme réactionnaire, ne peut et ne doit en aucun cas constituer une limite à son action, puisque cela ne signifie jamais un accord contre le*

---

<sup>121</sup> Procès-verbal du Congrès de Lion du PC d'Italie, édité par Rivoluzione comunista : *La Fine del Pcd'It., Il Congresso di Lione, 1926*, Eli, Milan, 2015.

<sup>122</sup> «Tesi per il III Congresso», *Quaderni della Fondazione Feltrinelli*, loc. cit., p. 130-131.

*prolétariat révolutionnaire de quelque pays que ce soit, mais seulement un moyen de lutte contre le capitalisme mondial dont le prolétariat international tire profit...<sup>123</sup>.*

*Amadeo se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue d'une majorité nationale<sup>124</sup>.*

Comme si était désormais imminente la « révolution italienne », Gramsci lança une série de mots d'ordre : au niveau central, «gouvernement des ouvriers et des paysans», «république fédérative des ouvriers et des paysans»; et, au niveau local, création de «comités d'ouvriers et de paysans».

La ligne de Gramsci se caractérisait par la recherche continue de nouvelles solutions institutionnelles plus que par l'analyse des conditions socio-économiques et des luttes qui en résultaient, de la même manière que, dans les années 1919-1920, cette ligne s'était distinguée par l'insistance mise sur une forme organisationnelle des conseils «adaptée» à l'Italie.

Si Gramsci propose de faire de la propagande politique parmi les fascistes petits-bourgeois, ceci est dû au fait qu'une «crise économique soudaine et foudroyante» était probable. Dans ce cas, on pourrait penser ou à un gouvernement des anciens libéraux, qui succéderait au gouvernement fasciste, ou à une «coalition démocratico-républicaine». Dans les deux cas, Gramsci se déclarait optimiste :

*Nous devons dans tous les cas tendre à rendre le plus court possible l'intermède démocratique, en ayant préparé dès aujourd'hui le plus grand nombre de conditions qui nous soient favorables<sup>125</sup>.*

Gramsci se montrait surtout préoccupé des effets désastreux du conflit russe sur les partis communistes occidentaux et spécialement sur le Parti italien. Son appel à l'unité était adressé à tous les courants du Comité Central russe :

[...] *l'acuité de la crise actuelle et la menace de scission ouverte ou latente qu'elle contient*  
[...] *éloigne encore une fois le succès de l'unité organique du Parti mondial des travailleurs.*  
[...] *vous courez le risque d'anéantir la fonction dirigeante que le Parti communiste de*

---

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 131.

<sup>124</sup> Lettre de Vienne, 9 février 1924, «À Togliatti, Terracini et autres», in Robert Paris (éd.), *Antonio Gramsci. Écrits politiques II. 1921-1922*, Gallimard, Paris, 1975, p. 268.

<sup>125</sup> *Situazione interna italiana. Elementi per la linea politica del partito*, rapport publié dans *Rinascita*, n° 15, 14 avril 1967.

*l'URSS avait conquise sous l'impulsion de Lénine; il nous semble que la passion violente soulevée par les questions russes vous fasse perdre de vue les aspects internationaux des questions russes elles-mêmes, vous fasse oublier que vos devoirs de militants russes peuvent et doivent être accomplis seulement dans le cadre des intérêts du prolétariat international*<sup>126</sup>.

Togliatti, représentant du PCI auprès du Komintern, ne transmet pas cette lettre directement au Comité central, mais à Boukharine qui était alors membre du Comité exécutif du Komintern. Togliatti, de son côté, répondit sèchement à Gramsci, tenant à montrer qui était désormais le «patron» :

*Il est pourtant certain que, quand on est d'accord avec la ligne du C.C., le meilleur moyen pour contribuer à surmonter la crise est d'exprimer sa propre adhésion à cette ligne sans y mettre aucune limitation. Si l'opposition russe n'avait compté sur le soutien d'aucun groupe d'opposition, ou même d'aucun parti entier de l'Internationale, elle n'aurait pas eu l'attitude qu'elle a eue après le XIV<sup>e</sup> Congrès. L'expérience montre que l'opposition utilise les moindres hésitations qui se manifestent y compris dans le jugement de groupes et de partis que l'on sait d'accord avec le C.C.*<sup>127</sup>.

Vers la fin d'octobre, Gramsci rédigea aussi les *Thèses pour le travail parmi les paysans du Mezzogiorno*. C'est là qu'apparaissait pour la première fois le terme de «*bloc révolutionnaire ouvriers-paysans*», simple synonyme d'une alliance entre la classe ouvrière et la classe paysanne<sup>128</sup>, base réelle de ce «*bloc historique*» qui est le fil rouge des *Cahiers de prison*.

Gramsci entreprend d'écrire un essai sur *La Question méridionale* (demeuré à l'état de fragment), qui était destiné à diffuser le point de vue du Parti chez les intellectuels, jusqu'alors influencés par les écrits méridionalistes du conservateur Giustino Fortunato et du radical-démocrate Gaetano Salvemini. Ce texte est caractéristique de l'évolution de Gramsci, qui offre son soutien sans faille au jeune libéral turinois Piero Gobetti, directeur de *La Rivoluzione liberale*, agent de liaison des intellectuels libéraux contre le fascisme, qui venait juste de disparaître en exil :

*Pratiquement, Gobetti nous assurait une liaison : 1° avec les intellectuels **nés dans le milieu de la technique capitaliste** et qui avaient pris une position de gauche, favorable à la dictature du prolétariat, en 1919-1920; 2° avec une série d'intellectuels*

---

<sup>126</sup> *Due mille pagine...*, op. cit., p. 823.

<sup>127</sup> La réponse de Togliatti a été publiée dans *Rinascita*, 30 mai 1964.

<sup>128</sup> *Tesi del Pcd'I per il lavoro contadino nel Mezzogiorno, Unità*, 21 octobre 1926.

*méridionaux qui, par des cheminements complexes, plaçaient la question sur un terrain différent du terrain traditionnel, en y associant le prolétariat du Nord*<sup>129</sup>.

Cette insistance sur le rôle des « intellectuels de gauche » ou « libéraux », qui allait être théorisée dans les *Cahiers de prison* avec la création du concept d'« intellectuels organiques », n'était pas innocente.

Dans un processus de prise de pouvoir dont l'issue serait la mise en place d'une forme de capitalisme d'État, les intellectuels « de gauche » seraient appelés à jouer un rôle technique et politique fondamental dans la gestion du capital national.

Outre cette fonction de gestionnaire, Bordiga nota en 1949, en pleine période de guerre froide, la fonction dissolvante qu'assumaient ces « intellectuels de gauche ». Toute alliance du prolétariat avec eux serait purement suicidaire :

*Cette tendance à s'inspirer et à se subordonner à la vanité des intellectuels du monde bourgeois, marque l'aboutissement extrême de la prostitution de la lutte de classe sur les plans théorique, organisationnel et d'action*<sup>130</sup>.

---

<sup>129</sup> « Quelques thèmes de la question méridionale », in Robert Paris (éd.), *Antonio Gramsci. Écrits politiques III. 1923-1926*, Gallimard, 1980, p. 355. Souligné par nous.

<sup>130</sup> « Gli intellettuali e il marxismo », *Battaglia Comunista* n° 18, 4-11 mai 1949. Traduction française : *Le Prolétaire* n° 510, déc. 2013–mars 2014, p. 1 et 7.

## GRAMSCI ET BORDIGA APRÈS 1927 : LA CROISÉE DES CHEMINS DES DEUX «CHEFS DU PROLÉTARIAT ITALIEN»

Lorsque la répression s'abat en novembre 1926 sur le parti communiste, Gramsci et Bordiga sont arrêtés. Gramsci, trop confiant dans sa sacro-sainte immunité parlementaire, refuse de prendre le large à l'étranger, malgré la répression qui suit l'attentat d'Anteo Zamboni, cet adolescent de 15 ans qui aurait tenté, le 31 octobre, de révolvérer Mussolini, et le paya de sa vie<sup>131</sup>. L'inviolabilité parlementaire a vécu : tous les députés communistes sont destitués et arrêtés au début de novembre. La loi n° 2008 pour la défense de l'État, du 25 novembre 1926, réintroduit la peine de mort pour les attentats contre le roi, la reine, le prince héritier, le chef du gouvernement et tous délits «menaçant la sécurité de l'État», créant le sinistre *Tribunale Speciale per la Difesa dello Stato*.

En décembre, Gramsci est relégué dans l'île d'Ustica au large de Palerme. Il habite une maison qu'il a louée avec Bordiga et d'autres condamnés à la relégation. De concert avec Bordiga, il dirige une école du parti. Tandis que Bordiga dirige la section scientifique, Gramsci s'occupe de la section histoire et philosophie, disposant d'une partie de sa bibliothèque qu'il a réussi à se faire expédier par la poste.

Les rapports entre Bordiga et Gramsci restèrent excellents en dépit des profondes divergences politiques (soutien ou non à Trotski, Front unique et bolchevisation stalino-zinoviéviste). Bien que Gramsci fût un adversaire politique, Bordiga, toujours relégué au début de l'année 1927, se proposa d'organiser la fuite du leader sarde à l'étranger<sup>132</sup>. Les mœurs politiques du PC d'Italie ne sont pas encore gangrenées par le stalinisme. Même au début des années 30, Gramsci ne cessa d'afficher son attachement à

---

<sup>131</sup> Dans son livre remarquable intitulé : *La saison de la liberté. Mike Schirru et le projet d'attentat anarchiste contre Mussolini*, op. cit., Luc Nemeth précise (p. 193-195) que «le garçonnet de 15 ans ultérieurement présenté comme étant l'auteur (de l'attentat), reçut 14 coups de poignard», que le «conducteur de la voiture (de Mussolini) n'était autre que le futur ministre de l'intérieur Arpinati», qui «pour une raison liée au métier du père d'Anteo (imprimeur de publications officielles) avait ses entrées au domicile familial» de Zamboni. «Autant dire qu'il était informé de l'emploi du temps du gosse. Le père et la tante d'Anteo furent ensuite condamnés à trente ans de prison afin qu'ils gardent le silence sur ce détail».

<sup>132</sup> Camilla Ravera, *Diario di trent'anni, 1913-1943*, Editori Riuniti, Rome, 1973, p. 283.

Bordiga qu'il ne désespérait pas de «remettre sur les rails d'une juste ligne politique»<sup>133</sup>. Il est tout à fait remarquable que Bordiga, après 1945, jugea toujours indigne de lui de formuler la moindre critique contre Gramsci. Il estimait que seul un Gramsci vivant méritait une critique politique.

Gramsci, tout en attaquant Trotsky, en qui il voit un allié naturel de Bordiga, ne soutient pas la politique stalinienne. À partir de 1927-28, il rejette la politique de «classe contre classe» décrétée par le VI<sup>e</sup> congrès du Komintern. Dans une politique d'offensive à tout prix, la social-démocratie, naguère intégrée dans le «front unique antifasciste» devient soudainement «social-fasciste». Il rejette les thèses de la direction Togliatti, qui jugent imminente la défaite du fascisme, et donc le triomphe de la révolution socialiste en Italie. Gramsci est plus proche d'Angelo Tasca, c'est-à-dire de l'aile droite, qui envisage une longue phase de transition de nature «démocratique» qui permettrait de parvenir à une forme de «socialisme démocratique», phase qui passerait par la convocation d'une assemblée constituante<sup>134</sup>.

Lorsque, le 9 juin 1930, sont expulsés trois dirigeants qui se rallient à l'opposition de gauche trotskyste, Gramsci est informé par son frère Gennaro qui (depuis Paris) lui rend visite. Gramsci, contrairement à toute attente, appuie les trois exclus Tresso, Ravazzoli et Leonetti<sup>135</sup>. Il condamne la mesure décidée par Togliatti. Par peur qu'Antonio ne soit expulsé du parti et livré à la vindicte stalinienne, Gennaro, dès son retour à Paris, communique à Togliatti qu'«Antonio approuve la résolution d'exclusion». Togliatti put ainsi soutenir que Gramsci avait toujours été un vrai stalinien, «chef de la classe ouvrière italienne». Non seulement, il aurait auparavant appris le russe pour «lire Lénine et Staline dans le texte» (*sic*), mais aurait lancé en 1930 «dans les cachots le mot d'ordre fort significatif : 'Trotski est la putain du fascisme'»<sup>136</sup>.

Gramsci, de façon nette, rejette les pratiques de Staline. Il confie en novembre 1930 à un de ses camarades de prison, l'ex-*terzino* et ancien député du parti Ezio

---

<sup>133</sup> Gustavo Trombetti, «'Piantone' di Gramsci nel carcere di Turi», *Rinascita*, 1<sup>er</sup> mai 1965, p. 32. [Cité par Arturo Peregalli, *Il comunismo di sinistra e Gramsci*, Dedalo Libri, Bari, 1978]

<sup>134</sup> Athos Lisa, «Discussione politica con Gramsci in carcere», *Rinascita* n° 49, 12 déc. 1964, p. 17-21.

<sup>135</sup> Giuseppe Fiori, *Vita di Antonio Gramsci* [1966], Laterza, Roma-Bari, 2008.

<sup>136</sup> Togliatti, mai-juin 1937, «Antonio Gramsci, chef de la classe ouvrière italienne», en introduction à *Antonio Gramsci, Lettres de la prison (1926-1937)*, traduction française, 1953.

Riboldi, que Staline – à la grande différence de Lénine – est un pur nationaliste grand-russe, étant d’abord russe avant d’être «communiste»<sup>137</sup>.

Gramsci devint vite convaincu que la direction du PCI, alors zinoviéviste, l’avait littéralement coulé lors de son procès. Grieco, devenu le bras droit de Togliatti, avait envoyé de Moscou, le cachet de la poste faisant foi, des lettres politiques à Gramsci et à Terracini, peu avant leur procès (28 mai 1928), ce qui avait grandement facilité la tâche du procureur d’agiter l’hydre du «complot international communiste». Le juge fasciste, tendant les lettres à Gramsci, lui glissa malicieusement : «*Monsieur le député, vous avez des amis qui désirent certainement que vous restiez longtemps en prison*». Gramsci y vit un «acte scélérat» ou tout au moins une «légèreté irresponsable»<sup>138</sup>.

Manifestant sans retenue sa méfiance à l’égard de l’appareil dirigé par Togliatti, il semble avoir été exclu du collectif du parti de la prison de Turi, non loin de Bari. Refusant toute discussion avec ses anciens camarades, il entreprit de rédiger ses *Cahiers de prison* (*Quaderni del Carcere*) qui marquaient un net retour aux conceptions idéalistes de sa jeunesse.

Gramsci connaissait alors une grave crise politique et personnelle, qui le mena à la rupture totale avec le parti communiste italien. Le 27 février 1933, il écrit à sa belle-sœur Tania que sa vie «*se trouve à un instant décisif, où il s’agit, sans plus tergiverser, de prendre une décision. Cette décision est prise*». Il conclut par ce bilan : «*Parfois, j’ai pensé que ma vie avait été une grande erreur (du moins pour moi), un coup de tête*»<sup>139</sup>.

Gramsci eut, en décembre 1933, un contact très éphémère avec Bordiga, qui possédait une maison familiale à Formia, lorsque le chef sarde entra à la clinique Quirinus de cette vieille cité romaine. Bordiga marquait plus une affection personnelle qu’une quelconque adhésion au système théorique de son ancien compagnon de captivité.

---

<sup>137</sup> Ezio Riboldi, *Vicende socialiste. Trent’anni di storia italiana nei ricordi di un deputato massimalista*, Edizioni Azione comune, Milan, 1964, p. 182.

<sup>138</sup> Lettre à son épouse Tatiana Schucht, 5 déc. 1932, in Paolo Spriano, *Gramsci in carcere e il partito*, Editori Riuniti, Rome, 1977, p. 28.

<sup>139</sup> Lettre citée par Franco Lo Piparo, *I due carceri di Gramsci. La prigionie fascista e il labirinto del comunismo*, Donzelli, Rome, 2012. Ce dernier croit avoir démontré que Togliatti a fait disparaître le Cahier écrit entre 1935 et 1937, qui montrerait une totale «désillusion du communisme», devenu un labyrinthe sans «sortie de secours» (titre d’un livre fameux d’ignazio Silone).



Pour le Napolitain, Gramsci avait été et resterait un pur idéaliste, dans le meilleur sens du terme, mais un hétérodoxe ayant délaissé la «doctrine marxiste» :

*Un idéaliste n'est ni un marxiste radical ni un marxiste réformiste. Il se situe seulement hors de notre route. Historiquement, Gramsci nous a aidés à chasser, avec mille arguments, Turati. Mais théoriquement – et c'est toujours un mal de dissimuler la chose –, Gramsci était moins orthodoxe que Turati<sup>40</sup>.*

Que Gramsci fut et resta un idéaliste, il le démontra amplement dans ses *Cahiers de prison* rédigés de 1929 à 1935. Ils sont devenus aujourd'hui la bible des universitaires gramsciens, en particulier dans les pays anglo-saxons, qui se voient prédestinés à jouer un rôle historique d'«intellectuel organique» au service du «Prince». Le concept de «Prince» utilisé par Gramsci ne dissimule même pas la mainmise de l'organisateur collectif de la future société «populaire et démocratique», le parti communiste, entraînant par le front unique, ou la formation d'un «bloc historique»<sup>41</sup>, l'ensemble des couches national-populaires vers le pouvoir, un pouvoir de réconciliation nationale planant au-dessus des classes.

Le deuxième concept clé chez Gramsci était celui d'hégémonie, entendue non comme la dictature de l'État aux mains de la classe dominante (la bourgeoisie), mais comme le pouvoir intellectuel et moral d'une «imprégnation» culturelle par les idées des «intellectuels organiques». Pour Gramsci, les intellectuels étaient les acteurs naturels de la formation de cette «hégémonie». L'intellectuel organique lié au «parti communiste» – lui-même rattaché à la nouvelle «Église de Moscou» – correspondait au rôle ancien de l'Église catholique avec son corps de clercs rattaché à l'État féodal. Le «parti communiste» (*«le prince de notre temps»*) aspire à devenir l'État là où l'Église était l'État. La conquête du pouvoir politique nécessitait en quelque sorte la formation d'une «Église» laïque dont les officiants seraient les clercs

---

<sup>140</sup> Amadeo Bordiga, *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* [1955-57], Editoriale Contra, Milan, 1966, p. 97. Souligné par nous.

<sup>141</sup> Roger Garaudy, ex-théoricien du PCF (devenu «renégat» puis islamiste-négationniste de l'extermination des Juifs), reprit cette notion de «bloc historique». Il s'agissait de nouer une alliance entre les classes («l'union des forces du travail et de la culture») en vue d'établir un «socialisme démocratique», «un modèle nouveau de socialisme, un modèle fondé sur l'autogestion démocratique de l'économie et de tous les organismes politiques et sociaux» [*L'homme et la société* n° 21, juillet-septembre 1971, Anthropos, Paris, 1971]. Il va de soi, dans le sillage du gramscisme et du «modèle italien de socialisme», Garaudy se faisait en 1970 le chantre du «modèle français» (*Pour un modèle français du socialisme* coll. Idées, Gallimard, oct. 1968).

«communistes». Il s'agissait de conquérir pacifiquement l'hégémonie culturelle. Il n'était donc plus question de conquête du pouvoir par la force, un pouvoir s'édifiant sur les ruines de l'ancien appareil économique-politique, mais d'une *conquête graduelle et toute pacifique des «cœurs et des âmes»*.

Gramsci restait un vrai disciple idéaliste de Gentile et de Croce. Pour lui, l'avènement du socialisme ne passerait plus par la prise du pouvoir et une guerre civile inévitable où le prolétariat se confronterait dans une étreinte mortelle à la bourgeoisie. Il s'agissait *hic et nunc* de pratiquer la «subversion idéologique» sur le plan intellectuel. Pour Gramsci, comme pour les intellectuels contemporains s'affirmant «gramsciens», l'hégémonie idéologique sur le plan de la culture est le grand but; l'usage de la force matérielle pour mettre en place un nouveau type de société sans exploitation ni exploités, une pure utopie.

À la décharge de Gramsci, soulignons qu'il forgeait des concepts en apparence «nouveaux». Son soin était de faire usage de codes pour contourner la censure de ses écrits par le directeur de la prison de Turin, qui était son premier lecteur. Lénine était baptisé *Illitchi* et Trotsky, que Gramsci n'aimait guère, se retrouvait dans le simple appareil de sa judéité d'état civil, Bronstein.

Néanmoins, chez Gramsci, le marxisme rebaptisé «philosophie de la praxis» avait un décor tout à fait romain : le dictateur du prolétariat, le parti communiste, revêtait la pourpre impériale, celle du «Prince», terme repris de Machiavel.

Gramsci prenait soin de souligner – dans un passage des *Cahiers* – qu'il s'agissait encore de notes «à reprendre et à vérifier très soigneusement, parce qu'elles contiennent à coup sûr des imprécisions, des références erronées et des anachronismes. Jetées sur le papier sans pouvoir disposer des textes auxquels elles se réfèrent, il est possible que, après examen, elles doivent subir une révision radicale, parce que c'est peut-être le contraire de ce qui est écrit qui se révélera vrai»<sup>142</sup>.

Ces notes rédigées cependant avec application dans des cahiers d'écolier n'avaient pas pour but d'élaborer une sociologie de la connaissance, mais bien une praxis politique précise. Gramsci aurait été fort étonné qu'on le transforme – comme le font les 'gramsciens' modernes – en apologue du

---

<sup>142</sup> Christian Riechers, *Vorwort*, in Antonio Gramsci, *Philosophie der Praxis*, Francfort, 1967, p. 14.

sens commun (le fameux «bon sens» le mieux partagé, selon Descartes...) «*de l'homme de la rue*» (sic), créateur d'un discours de la connaissance sociale :

Il s'agit, d'abord, de la méthode par laquelle on accède à une connaissance de la société. Les *Cahiers de prison* nous apprennent à choisir comme point de départ ce qu'il y a de plus concret dans l'existence sociale : **le sens commun, les pratiques quotidiennes, la 'philosophie' de l'homme de la rue, en somme la praxis des individus**. De ce poste d'observation microsociologique, quasiment anthropologique, il est possible de remonter vers les institutions collectives qui informent cette accumulation de praxis situées et que celles-ci actualisent en retour<sup>143</sup>.

Cette «anthropologie» de l'homme de la rue empruntait directement la voie royale du parlementarisme, celle de la formation d'un bloc parlementaire de «front populaire», vite requalifié de «front national» par le Parti communiste de Togliatti.

---

<sup>143</sup> George Hoare et Nathan Sperber, *Introduction à Antonio Gramsci*, La Découverte, Paris, 2013, p. 115. Souligné par nous.

## DERNIER «MESSAGE» DE GRAMSCI FRONT POPULAIRE = ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. ULTIMES AVATARS DU GRAMSCISME

Peu avant de mourir, Gramsci opéra un tournant majeur et fit savoir au centre du PCI qu'il adhéraît à l'idée des Fronts populaires, ce qui se traduirait par la formation d'une Assemblée constituante dans le cadre d'une république bourgeoise<sup>144</sup>, comme première étape de la «révolution italienne». Mais était-ce si surprenant ? Gramsci, dès 1924, avait souligné qu'il était «l'interprète fidèle et intégral du programme de l'Internationale communiste», dont le mot d'ordre était : *«le gouvernement ouvrier et paysan, qu'il s'agissait de populariser, d'adapter aux conditions concrètes de l'Italie»*, en «démontrant comment il jaillit de chaque épisode **de notre vie nationale**»<sup>145</sup>.

Ce tournant gramscien, où il n'était plus question que de «**notre vie nationale**», fut pleinement appliqué à partir de 1944 par Togliatti après son tournant de Salerne. Les «libertés démocratiques» étaient celles de la «petite et moyenne entreprise» :

*Si demain est convoquée une Assemblée nationale constituante, nous proposerons au peuple de faire de l'Italie une république démocratique, avec une Constitution qui garantisse à tous les Italiens la liberté : libertés de pensée et de parole; liberté de la presse, liberté d'association et de réunion; liberté de religion et de culte; liberté de la petite et moyenne entreprise de se développer sans être écrasée par les groupes du [...] du capital monopoliste. Ce qui veut dire que nous ne proposerons pas du tout un régime qui se base sur l'existence ou la domination d'un seul parti. Dans une Italie démocratique et progressiste, il devra y avoir et il y aura différents partis [...]; nous proposerons cependant que ces partis, ou au moins ceux qui [...] ont un programme démocratique et national, maintiennent leur unité pour faire front à toute tentative de faire renaître le fascisme*<sup>146</sup>.

Cette adhésion officielle à la République bourgeoise de la liberté d'entreprise permit à l'ancien secrétaire du Komintern de devenir ministre

---

<sup>144</sup> Angelo Rossi et Giuseppe Vacca, *Antonio Gramsci tra Mussolini e Stalin*, Fazzi, 2007, Rome, 2007, p. 150-151.

<sup>145</sup> «Il programma dell'Ordine Nuovo», *L'Ordine Nuovo*, 1<sup>er</sup>-15 avril 1924. Traduction en français : *Écrits politiques III. 1923-1926*, Gallimard, 1980, p. 110.

<sup>146</sup> Palmiro Togliatti, discours de Naples, 11 avril 1944 [cité par Gabriele Pedullà (dir.), *Parole al potere. Discorsi politici italiani*, BUR Rizzoli, Milan, 2011].

sans portefeuille, puis en 1946 «garde des sceaux» (ministre de la justice et des grâces) de la République italienne, et par ce biais de décréter une amnistie générale des fascistes, même s'ils avaient commis des crimes de sang.

Au même moment, Bordiga reprenait ses activités politiques, combattant immédiatement toute idée de Front populaire, ou de Constituante après la chute de Mussolini, toute espèce de république démocratique ou sociale.

Or, d'avril 1945 à l'été 1946, l'activité politique italienne s'était enflammée non sur la «question sociale» mais sur ce choix, apparemment cornélien : «république ou monarchie».

Le 2 juin 1946, les Italiens furent appelés à élire une assemblée constituante, qui devait mettre fin au régime monarchique – incarné par le *Re di maggio* Umberto II, successeur de Victor-Emmanuel III – et instaurer la République italienne. En bref, une seconde république après la République sociale italienne de Benito Mussolini. Cette seconde république fut proclamée par 54 p. 100 des voix. Le Mezzogiorno si cher à Salvemini et à Gramsci votèrent de façon très nette contre l'abolition de la monarchie.

Le ministre des grâces et de la justice Togliatti ne fut pas étranger à cette proclamation : il fit saisir 35.000 procès-verbaux électoraux. Alors même que les résultats étaient provisoires, de grandes et violentes manifestations en faveur de la monarchie éclatèrent dans de nombreuses villes de la péninsule (Rome, Naples, Palerme, Tarente, etc.). À Naples, où la monarchie avait obtenu plus de 83 % des voix, il y eut jusqu'à 300.000 manifestants qui descendirent dans la rue pour proclamer leur attachement à une monarchie qui était tout aussi bourgeoise que la république de «front populaire» entre la démocratie chrétienne d'Alcide Gasperi, les socialistes de Pietro Nenni et les «communistes» staliniens de Palmiro Togliatti.

Dans un éditorial choc – «*À bas la république bourgeoise, à bas sa Constitution* !»<sup>147</sup> – paru dans la revue du Parti communiste internationaliste (PCInt), Bordiga souligna que de toutes les définitions de la République, la plus habile avait été «celle des fascistes : l'Italie est une **république sociale**»<sup>148</sup>. Et il

---

<sup>147</sup> (Non signé), «Abbasso la repubblica borghese, abbasso la sua costituzione», *Prometeo*, n° 6, mars-avril 1947, p. 249-255.

<sup>148</sup> L'étendard très populiste de la «république sociale» a été déployé par le Parti de gauche de Jean-Luc

concluait, que le vrai fond du problème historique était non «république ou monarchie», mais citoyenneté bourgeoise ou communauté mondiale des travailleurs :

*Dès l'origine, la mentalité et l'ordre démocratiques ne tolèrent pas que l'on parle de travailleur et non de citoyen, de question sociale au lieu de politique. Le citoyen peut se croire l'égal de tous les autres, le travailleur comprend qu'il est un esclave. La politique du Capital, c'est l'égalité des droits, sa sociologie, c'est l'exploitation...*

*Le libéral, le pur jacobin n'existent plus. Le syndicat organe d'intérêt économique, qui était interdit dans la pratique initiale de la révolution bourgeoise, est alors accepté, puis corrigé, finalement encadré par l'État. Le jeu des initiatives économiques qui au début doit, selon leur droit canonique (version directe de cette creuse prétention à l'inviolabilité de la personne) s'exercer sans contrôle, voit alors une pluie d'interventions du pouvoir politique, toujours plus drues et directes, **au nom de l'intérêt social** !*

*Mais au monde bourgeois pur et social-interventionniste, opposons-nous, nous socialistes conséquents, une idéalisation, une mystique, une démagogie du travail et du travailleur ? Non ! Plus jamais...*

*Quand les esclaves luttèrent pour leur émancipation ont-ils jamais proposé une république d'esclaves ou une république sans esclavage ? La lutte des ouvriers actuels, c'est une lutte pour une société sans salariat.*

*La classe ouvrière ne peut considérer comme sa propre conquête l'intronisation du travailleur dans les institutions.*

*Le programme de transition des communistes entre la période capitaliste et celle du socialisme n'est pas d'instaurer une république où les bourgeois acceptent les travailleurs, mais une république dont les bourgeois sont expulsés par les travailleurs, en attendant de les expulser de la société, pour construire une société basée non sur le travail, mais sur la consommation<sup>149</sup>.*

Dans cette diatribe contre la République bourgeoise et sa sacro-sainte constitution, Bordiga résumait en fait ses critiques du corpus idéologique gramscien. L'enjeu majeur contemporain était la mise en place d'un authentique pouvoir ouvrier et non celui, frelaté, d'un pouvoir de front populaire autour d'une constituante bourgeoise. Le second enjeu était la lutte réellement politique

---

Mélenchon et le mouvement Podemos de Pablo Iglesias, sans se rendre compte qu'ils se référaient à la fasciste République de Salò. Dans le numéro 1 de la revue *Pour la république sociale*, mai 2006, le tribun populiste français en soulignait «l'actualité». Dans les mairies que Podemos a conquises en juin 2015, son action républicaine sociale s'est surtout limitée à une pure agitation symbolique qui s'est soldée par le décrochage des portraits du roi d'Espagne Felipe VI.

<sup>149</sup> Bordiga, *ibid.*

contre l'État du capital et non la fausse «lutte» syndicale, «de plus en plus encadrée par l'État». Bordiga enfin condamnait le fordisme<sup>150</sup> et son frère jumeau le capitalisme d'État, où la production a pour finalité la production, le plus souvent pour l'industrie d'armements, au détriment de la satisfaction des besoins sociaux les plus élémentaires.

Dans cette analyse de Bordiga, certains points demeuraient obscurs, en particulier son insistance sur la mise en place d'une «société de consommation». Cependant, pour Bordiga, il ne s'agissait pas de créer une «société de consommation» telle qu'on l'entend aujourd'hui, où le capital produit des marchandises inutiles et rapidement jetables sans autre valeur que celle de l'échange et de la reproduction infinie de la domination du système capitaliste. Pour Bordiga, il s'agit au contraire de favoriser l'émergence d'une société satisfaisant tous les besoins élémentaires de l'homme, dont le premier est de vivre librement sans exploitation de la force de travail.

Il n'en demeurerait pas moins que son rejet d'une société basée sur le travail était tout sauf marxiste. Marx, dans sa critique du Programme de Gotha avait pris soin d'affirmer que la société communiste serait une société fondée sur le travail, un travail devenu le premier besoin humain :

*Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : 'De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins' !<sup>151</sup>.*

Ces flottements de Bordiga étaient inévitables : Bordiga en se retirant sur son Aventin napolitain entre 1927 et 1943, avait perdu bien des points de repères.

---

<sup>150</sup> Notons que Gramsci, dans ses *Cahiers de prison*, se livre à une critique acerbe du fordisme : «Ici, la domination naît dans l'usine et nécessite très peu d'intermédiaires politiques et professionnels pour s'exercer... ce qu'exprime Taylor avec un cynisme brutal, c'est le but ultime de la société américaine : développer jusqu'au plus haut point chez le travailleur des comportements automatiques et mécaniques, briser ses vieilles attaches psychologiques avec les tâches nobles qui réclament de sa part une certaine dose d'intelligence, d'imagination et d'initiative, soit enfin réduire les activités de production à leur strict aspect mécanique et physique».

<sup>151</sup> Critique du programme de Gotha : [www.marxists.org/francais/marx/works/1875/05/18750500.htm](http://www.marxists.org/francais/marx/works/1875/05/18750500.htm).

Mais le vieux lion retiré dans sa tanière n'avait pas perdu l'instinct révolutionnaire en particulier face au réformisme dont il sentait le moindre des mouvements.

La confrontation entre 'gramscisme' et 'bordiguisme' reste bel et bien une confrontation entre deux conceptions du monde inconciliables : l'une réformatrice, l'autre révolutionnaire. C'est ce qu'avait souligné de façon cinglante, Bordiga face à Gramsci, lors du congrès de Lyon de janvier 1926 :

*On ne demeure sous la même bannière politique que si l'on y partage la même conception du monde, de l'histoire et du travail*<sup>152</sup>.

Bordiga, tout au long de sa vie militante, resta convaincu que c'est au prolétariat seul qu'il appartient de remplacer une société d'exploitation capitaliste par un système collectif abolissant mondialement l'appropriation des moyens de production par la classe bourgeoise.

Néanmoins, en appelant à la seule dictature du parti communiste pour hâter la transition au communisme, en prêchant une perpétuelle croisade contre la «démocratie», fût-elle prolétarienne, Bordiga ouvrait la porte à des conceptions dangereuses, celle d'un socialisme des casernes où les prolétaires devaient suivre, aveuglément, en bons soldats «communistes», les ordres élaborés par l'état-major du prolétariat représenté par un parti unique, qui s'était enfin libéré du contre-pouvoir des conseils ouvriers.

Que Bordiga soit tombé, surtout après 1950 – où il réussit à faire expulser le courant d'Onorato Damen –, dans les pires travers du dogmatisme et du sectarisme, n'enlève cependant rien à sa grandeur passée ainsi qu'à son indéniable apport politique et théorique<sup>153</sup>.

Par contre, Gramsci, par sa théorie de l'intellectuel organique, incarné par le parti national-communiste, faisait de ce parti un parti de cadres techniques amenés à gérer le capitalisme d'État national, au terme d'une politique d'alliance avec les partis bourgeois démocratiques et républicains. Cette stratégie gramscienne, les dirigeants du PCI (Berlinguer) tentèrent de la réaliser dans les années 70 avec leur politique de « compromis

---

<sup>152</sup> Pour le compte rendu du Congrès de Lyon de janvier 1926, voir Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, Milan, nov. 1998, p. 54-88.

<sup>153</sup> Voir notre ouvrage, *Un siècle de Gauche communiste 'italienne' 1915-2015. (Suivi d'un) Dictionnaire biographique d'un courant internationaliste, 'moto proprio'*, Paris, mai 2016 : <http://www.left-dis.nl/f/DictionnaireGCI.pdf>.



historique » avec la démocratie chrétienne. On sait que si le PCI échoua en mai 1978 avec l'assassinat par les « Brigades rouges » d'Aldo Moro, le PCI, parti gramscien, put se transformer, après 1989, en Parti Démocratique de Gauche (PDS), actuellement au pouvoir en Italie. Dans cette tentative de gérer le capital au niveau italien, on peut considérer que le PDS est un authentique héritier du gramscisme, tout comme Syriza d'Alexis Tsipras en Grèce.

Ses partisans en France, qui se sont manifestés dans les rangs du mouvement « Nuit debout ! » (mars-juin 2016), ont fait du gramscisme un nouveau mythe, celui de l'autogestion généralisée sous forme de coopératives. Les « intellectuels organiques » joueraient leur rôle au sein d'une nouvelle « république sociale » décentralisée, une sorte de capitalisme d'État tempéré par l'esprit coopérateur et autogestionnaire :

*C'est l'abolition de la propriété lucrative – non pas bien sûr par la collectivisation étatiste (dont le bilan historique est suffisamment bien connu...), mais par l'affirmation locale de la propriété d'usage, à l'image de tout le mouvement des sociétés coopératives et participatives (SCOP), des entreprises autogérées d'Espagne ou d'Argentine, etc. : les moyens de production n'« appartiennent » qu'à ceux qui s'en servent<sup>154</sup>.*

D'autres qui s'inspirent tout autant de Gramsci, en particulier Podemos en Espagne, en ont fait leur maître. Un organe de presse espagnole (*El Confidencial*) constate que qu'« Antonio Gramsci est à Podemos ce que Dylan est aux Beatles : son père spirituel » (sic)<sup>155</sup> et, à juste titre, que le gramscisme a donné naissance à l'eurocommunisme, autant dire à un « communisme » social-démocrate. Pablo Iglesias, comme les Indignés, nourrit son action – surtout médiatique – de quelques phrases de Gramsci dont il saupoudre son discours à défaut de les faire tatouer sur son avant-bras. La plus fameuse est celle où Gramsci s'indigne contre l'indifférence :

*Je hais les indifférents. Je crois comme Friedrich Hebbel que 'vivre signifie être partisans'. Il ne peut exister seulement des hommes, des étrangers à la cité. Celui qui vit vraiment ne peut qu'être citoyen, et prendre parti. L'indifférence c'est l'aboulie, le parasitisme, la lâcheté, ce n'est pas la vie<sup>156</sup>.*

---

<sup>154</sup> Frédéric Lordon, *Le Monde diplomatique*, mars 2016.

<sup>155</sup> « Las 10 frases de Antonio Gramsci que Pablo Iglesias se tatuaría en el antebrazo », *El Confidencial. El diario de los lectores influyentes* : <http://www.elconfidencial.com/cultura/2016-04-27>.

<sup>156</sup> *Il Grido del Popolo* [Le Cri du Peuple], n° 655, 11 février 1917, et *Avanti!*, n° 43, 12 février 1917.

Ce genre de rhétorique qui ravit jusqu'à l'extase les intellectuels gramsciens ne peut dissimuler le véritable enjeu politique actuel. S'agit-il simplement de prendre parti contre les maux quotidiens du système, de faire œuvre de *citoyen «positif»* en les dénonçant pour mieux les «corriger», ou d'avoir le mauvais esprit (partisan, cette fois-ci...) d'appeler à renverser le système capitaliste qui les engendre ? Faut-il faire œuvre de «citoyen», engagé dans un associationnisme réformiste, ou faire *œuvre chirurgicale* en appelant à mettre fin à un système qui mène à des crises et à des guerres sans fin ? Qui mettra fin à un tel système : le «citoyen» «indigné» ou une classe révolutionnaire, qui ne peut être que celle qui produit les richesses de ce monde : les travailleurs, conscients de leurs intérêts et de leurs buts, *sous condition qu'ils s'affirment comme une classe consciente*.

Les idées véhiculées par Podemos, Syriza, les Indignés, sont soit du réformisme pur jus soit de simples vellétés de changement sous des blasons plus ou moins utopiques.

Dans une époque marquée par de la crise générale et mondiale du système capitalisme, il est douteux que ce gramscisme à la sauce sociale-démocrate fasse long feu. Il faut espérer que les travailleurs ne se contenteront pas de mots et des belles paroles gramsciennes de Podemos<sup>157</sup>. Leur indifférence ironique, mais agissante, face à cette logorrhée gramscienne sera leur meilleure réponse.

Gramsci écrivait : *«Le vieux monde se meurt. Le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.»*<sup>158</sup>. Cette phrase mille fois ressassée par les 'gramsciens' modernes ne dit pas grand-chose et ne fait qu'entretenir l'ambiguïté sur la réalité du «monstre» à combattre, celui dont il faudrait seulement s'indigner en haïssant *«l'indifférence»*. Ce genre de lapalissade peut viser le fascisme, le stalinisme, l'islamisme, les dictatures les plus bigarrées du monde capitaliste, les «monstres» politiques censés incarner le mal. Jamais ne sera évoquée par les bons «citoyens» gramsciens la terreur permanente jaillissant de l'effondrement d'un système dans la crise économique, les guerres meurtrières sans fin comme en Syrie. Jamais ne sera remis en cause le libéralisme économique et «démocratique» le plus

---

<sup>157</sup> «La realidad está definida con palabras. Por lo tanto, el que controla las palabras controla la realidad», deuxième commandement du Décalogue de Pablo Iglesias.

<sup>158</sup> Gramsci, *Cahiers de prison*, 1929.

impitoyable et le plus sanguinaire.

Le discours réformiste à la Podemos ou à la Syriza fera appel au «*bon sens*» populaire, opposera le «*peuple*» à la «*caste*». Ses mots d'ordre seront : «*ni droite ni gauche*», et pour Pablo Iglesias la glorification de la «*patrie espagnole*» et le simple décrochage des portraits du roi des mairies conquises par les élections.

Ce genre de phrases, répétées comme des mantras, ne fait qu'entretenir la pire confusion. Elles laissent accroire que régulièrement surgiraient des «*monstres*» contre lesquels il suffirait d'agiter les simples hochets de l'indignation quotidienne en faisant du sit-in dans les rues.

Les véritables «*monstres*» sont bien présents au quotidien depuis l'apparition des sociétés de classe et en particulier du capitalisme. Ils ne s'incarnent pas dans des périls qui pourraient surgir seulement demain ou après-demain, mais sont la toile de fond quotidienne d'un système fondé sur la marchandise, l'argent et les lois meurtrières de l'accumulation du capital :

*Si... c'est 'avec des taches naturelles de sang, sur une de ses faces' que 'l'argent est venu au monde', le capital y arrive suant le sang et la boue par tous les pores<sup>159</sup>.*

Comme en 1915, face à la guerre impérialiste et à l'effondrement de l'Internationale, il est plus nécessaire que jamais d'affirmer que le monde capitaliste actuel s'affirme par des océans de sang, des destructions sans fin de l'homme comme de la nature, promettant à l'humanité le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un immense cimetière.

*Nous nous trouvons aujourd'hui devant ce choix... : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation et, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire le combat conscient du prolétariat international contre l'impérialisme et la guerre, qui est son mode opératoire. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un 'ou bien ou bien' dont les plateaux de la balance oscillent selon la décision du prolétariat conscient. L'avenir de la civilisation et de l'humanité prolétariat dépend du fait que le prolétariat jette le glaive de son combat révolutionnaire avec une virile résolution dans le plateau de la balance<sup>160</sup>.*

---

<sup>159</sup> *Le Capital*, 1867, Livre premier, VIII<sup>e</sup> section : L'accumulation primitive, chap. XXXI : «Genèse du capitaliste industriel».

<sup>160</sup> *La crise de la social-démocratie*, 1915 (Rosa Luxemburg, *La brochure de Junius, la guerre et*

À «l'indignation» de type populiste, il faut opposer résolument et sans trêve opposer la colère et la rage de la seule classe révolutionnaire de la société : le prolétariat international.

1<sup>er</sup> octobre 2016.

Ph. B.

L'occupation d'usine vue par le dessinateur communiste de gauche germano-hollandais Gerd Arnzt, fin des années 20



## L'occupation du terrain électoral, du gramscisme à Syriza et Podemos



Les jeunes loups du gramscisme politique aujourd'hui : Alexis Tsipras (Syriza) et Pablo Iglesias (Podemos), tous deux issus du mouvement des indignés du printemps 2011.



Alexis Tsipras (28 juillet 2014, sur twitter) : *«the Left of Togliatti, Gramsci and Berlinguer is back in Italy and it is here to stay»*

Le moment «gramscien» de Pablo Iglesias de *Podemos* : remplacer le 'schéma' «*classe contre classe*» devenu incompréhensible pour le «bon sens» populaire, par le schéma «*peuple contre caste*». Ses mots d'ordre : «*ni droite ni gauche*», «*patrie espagnole*».



«bordiguisme» et «gramscisme». – 5 €



9791094518038